PROGRAMME DE COURS SUR LA CONTRE-INSURRECTION

I. OBJECTIF DE CE DOCUMENT

Ce programme de cours sur la contre-insurrection est le fruit des efforts d'une équipe multinationale d'universitaires civils et militaires issus de six pays (voir pages 78-80 dans le programme pour la liste des universitaires). Son objectif est modeste. Il ne prétend ni être exhaustif, ni faire autorité en la matière. Il se veut plutôt une référence, un point de départ pour les individus ou les organisations des pays partenaires et des États membres de l'OTAN souhaitant développer et/ou compléter leur programme d'éducation militaire professionnelle (EMP) dans le domaine de la contre-insurrection (COIN).

Ce document vise à amorcer un dialogue dans les académies/écoles de défense au sujet du type de formation qu'ils souhaitent afin de préparer leurs forces armées aux opérations de contre-insurrection. Il ne doit pas être adopté au pied de la lettre, mais plutôt adapté pour répondre aux aspirations et besoins nationaux particuliers. Utilisé comme document de référence, ce programme peut renforcer l'interopérabilité intellectuelle et professionnelle dans et entre les pays partenaires et les États membres de l'OTAN.

II. CONTRE-INSURRECTION

La doctrine de l'OTAN définit la contre-insurrection comme *l'ensemble des mesures civiles et militaires prises pour faire échouer une insurrection et répondre aux principaux motifs d'insatisfaction.* Les insurgés cherchent à imposer ou provoquer un changement politique du pouvoir en place, souvent par la menace ou l'emploi de la force par des forces, des groupes ou des individus irréguliers. Les contre-insurgés doivent non seulement mettre au point des solutions à court terme pour assurer la sécurité de la population concernée et modifier les comportements perturbateurs, mais également identifier les sources d'instabilité et d'insatisfaction alimentant l'insurrection. Les contre-insurgés mènent des opérations à long terme pour éliminer ces sources de troubles. Leurs initiatives peuvent concerner des domaines aussi divers que l'amélioration de la gouvernance, le développement de l'économie ou le rétablissement de services essentiels. Elles exigent par ailleurs la participation des agences civiles concernées, tant autochtones qu'internationales.

Dans l'environnement international actuel, les menaces et les risques de violence et d'instabilité internes émanent souvent d'États fragiles, incapables de fournir les services de base attendus par la population. Ces États sont particulièrement vulnérables aux actions coercitives des groupes armés. Cette fragilité entraîne souvent une dégradation de la sécurité et de la stabilité, résultant de l'indifférence du gouvernement vis-à-vis de griefs spécifiques ou de son incapacité à résoudre les problèmes. Les opportunistes exploitent toute vacance du pouvoir. Cette situation ne débouche pas nécessairement sur une insurrection, mais elle peut conduire à d'autres formes de conflit interne, notamment des contestations civiles. Si le gouvernement n'est pas capable d'assurer la sécurité interne, les groupes d'opposition ont tendance à recourir à la force et à chercher le soutien de la population civile, tout en discréditant l'autorité et la légitimité du gouvernement. Dans un tel cas, le gouvernement n'est plus en mesure de prévenir ou de résoudre les conflits sociaux. La fragilité de ces États peut alors déstabiliser des régions entières et affecter les intérêts mondiaux d'autres États, surtout lorsque des terroristes transnationaux sont impliqués.

L'insurrection et la contre-insurrection contemporaines constituent une mosaïque complexe faisant intervenir de nombreux acteurs. Il s'agit souvent d'une « guerre de colonels », dans la mesure où ce sont les commandants de brigades et les chefs de bataillons qui appréhendent le mieux la situation locale. Une insurrection est rarement monolithique : le plus souvent, elle prend la forme d'une coalition peu structurée de divers groupes, y compris des organisations criminelles, qui poursuivent souvent des stratégies et objectifs différents. Le soutien d'acteurs étrangers, sous la forme de matériel, de fonds ou de sanctuaires, est essentiel pour entretenir l'insurrection ; c'est donc ce soutien que les contre-insurgés doivent chercher à rendre inopérant. Les forces contre-insurrectionnelles sont également variées puisqu'elles intègrent généralement des agences civiles et militaires, autochtones et internationales. Compte tenu de la diversité des acteurs, la création et le maintien d'une unité dans l'effort sont difficiles mais essentiels, et exigent un degré élevé de coopération et de coordination civilo-militaires. Résoudre de tels conflits est une entreprise de longue haleine, qui implique souvent une forme quelconque de règlement politique. Les contre-insurgés doivent combattre les activités insurrectionnelles et garantir la sécurité de la population. Parallèlement, ils doivent soutenir les autorités mises en cause en répondant aux motifs d'insatisfaction de la population et en renforçant la légitimité du gouvernement contesté. La contre-insurrection est donc une forme complexe d'opérations de sécurité visant à stabiliser une région ou un pays à l'aide de tous les instruments de pouvoir disponibles, dans le but de créer un environnement sûr, tout en défendant la gouvernance légitime et l'état de droit. Il arrive souvent que de tels conflits se réduisent à une lutte de légitimation, les insurgés et les contre-insurgés cherchant tous deux à gagner le soutien de la population.

III. STRUCTURE DU PROGRAMME

Un programme d'études est un plan d'apprentissage spécifique, une série de cours ou de thèmes décrivant collec-

tivement l'enseignement, l'apprentissage et les supports d'évaluation disponibles pour un cursus donné. Il implique notamment de procurer aux apprenants une feuille de route précisant les matières abordées et de leur donner une idée précise de la manière dont leur apprentissage sera organisé et structuré. En règle générale, un programme comporte une structure imbriquée, ce qui signifie qu'il existe un plan d'ensemble divisé en parties interconnectées. Certains programmes de référence antérieurs comportaient plusieurs phases de développement et thèmes, ce qui n'est pas le cas ici[1].

Ce programme de référence général sur la contre-insurrection est organisé et structuré suivant un objectif précis. Il a été conçu pour servir de modèle à une formation unique sur le thème de la contre-insurrection. Il est possible d'organiser plusieurs formations distinctes, adaptées aux besoins d'apprentissage des différents types de public. Toutefois, l'objectif principal est d'utiliser ce programme pour former le personnel aux concepts élémentaires de la contre-insurrection. Le programme est organisé en 7 blocs alignés sur la doctrine de contre-insurrection de l'OTAN (voir la table des matières). Ces blocs sont eux-mêmes divisés en modules (leçons), pour tenir compte de la nécessité d'étaler l'apprentissage sur une période plus ou moins longue. Chaque module propose des objectifs d'apprentissage recommandés, qui sont à leur tour liés aux acquis généraux du bloc.

Le document inclut des vignettes qui illustrent certains concepts clés et font référence à des études de cas précises, pouvant être utilisées dans le cadre du bloc ou du module. Le programme contient par ailleurs deux annexes proposant des informations supplémentaires à l'intention des enseignants. L'annexe A propose un contenu inédit, développé spécialement par les rédacteurs pour ce programme. L'annexe B comprend un exemple d'exercice et des questions pouvant servir d'évaluation finale.

IV. UTILISATION DU PROGRAMME

Ce programme repose sur certaines hypothèses implicites.

Premièrement, il s'inspire délibérément de la doctrine de contre-insurrection de l'OTAN. Ceux qui adoptent ce cadre peuvent souhaiter y inclure d'autres perspectives ; toutefois, les auteurs ont volontairement décidé d'adhérer à la doctrine OTAN puisqu'elle représente l'approche la plus probable pour les utilisateurs de ce programme d'études.

Ensuite, il est supposé que les institutions adoptant ce programme de référence feront appel à une équipe spécialisée dans la contre-insurrection et y consacreront le temps et les ressources nécessaires pour développer un apprentissage adapté au public cible. Il est possible d'adapter le programme à différents niveaux d'expérience ou de formation militaire ; il est cependant recommandé de suivre la structure globale, indépendamment du niveau. En ce qui concerne le développement de stages de formation plus spécifiques fondés sur ce programme de référence, il est suggéré aux auteurs de ces stages locaux de prendre en considération le temps et les ressources disponibles, la formation et les connaissances préalables des apprenants ainsi que la fonction qu'ils seront supposés remplir à l'issue du stage.

Enfin, chaque bloc s'accompagne d'une courte recommandation quant aux méthodes d'apprentissage et d'évaluation préconisées. Toutefois, il est important que les auteurs des stages de formation optent pour les méthodes qui conviennent le mieux au public, aux ressources disponibles et aux objectifs particuliers du stage. Il est possible que des méthodes autres que celles conseillées ici soient mieux adaptées au contexte spécifique de l'apprentissage ou de l'évaluation.

1 Reportez-vous au document des programmes de référence précédents pour exemple.

TABLE DES MATIÈRES

Bloc 1: Insurrection	
Module 1.1	Définition de l'insurrection
Module 1.2	Conditions préalables à une insurrection
Module 1.3	Dynamiques de l'insurrection
Module 1.4	Stratégies des insurgés
Module 1.5	Vulnérabilités des insurgés
Module 1.6	Activités entreprises par les insurgés pour atteindre leurs objectifs
Bloc 2: Principes et paradoxes de la contre-insurrection	
Module 2.1	Contre-insurrection centrée sur la population et centrée sur l'ennemi
Module 2.2	Principes de la contre-insurrection de l'OTAN
Module 2.3	Paradoxes de la contre-insurrection
Bloc 3: Environnement des opérations	
Module 3.1	Éléments d'un État stable
Module 3.2	Éléments d'instabilité d'un État
Module 3.3	Composants et analyse de l'environnement des opérations
Bloc 4: Préparation de l'environnement par le renseignement	
Module 4.1	Nature unique du renseignement dans la contre-insurrection
Module 4.2	Considérations civiles et facteurs socio-culturels
Module 4.3	Analyse des réseaux
Module 4.4	Évaluation de la menace
Module 4.5	Identification et intégration des sources de renseignement
Bloc 5: Conception et planification opérationnelles	
Module 5.1	Conception opérationnelle
Module 5.2	Introduction à la planification de la contre-insurrection au niveau opératif
Bloc 6: Mise en application complète	
Module 6.1	L'approche opérationnelle Nettoyer-Tenir-Construire
Module 6.2	Considérations concernant l'appui militaire de l'approche Nettoyer-Tenir-Construire
Module 6.3	Objectifs militaires
Module 6.4	Tâches militaires de la COIN
Bloc 7: Évaluation de la contre-insurrection	
Module 7.1	Définition de l'évaluation
Module 7.2	Évaluation des opérations de contre-insurrection : Facteurs militaires
Module 7.3	Évaluation des opérations de contre-insurrection : Facteurs non militaires
Annexe A – Questions clés d'évaluation de la contre-insurrection	
Annexe B – Options d'exercices d'évaluation finale	
Annexe C – Exemple d'exercice d'évaluation d'une étude de cas	
Abréviations	
Membres de l'équipe d'élaboration du programme et conseillers	

Bloc 1 Insurrection

Description

Les insurrections sont des conflits politico-militaires complexes qui doivent être soigneusement analysés pour être bien compris et neutralisés. Sans une parfaite compréhension de ce que représente une insurrection, il est difficile pour toute force externe cherchant à apporter son soutien de concevoir et de mettre en œuvre une stratégie COIN efficace. Pour bien comprendre une insurrection dans un contexte opérationnel donné, il est essentiel de pouvoir analyser les conditions, les motivations et les caractéristiques de ce type de conflit politico-militaire. L'analyse doit prendre en compte les éléments suivants : la dynamique d'une insurrection ; les méthodes et les objectifs stratégiques des insurgés ; les instruments politiques, idéologiques, sociaux et militaires utilisés pour atteindre les objectifs ; ainsi que les vulnérabilités ou faiblesses potentielles susceptibles d'être exploitées par les forces cherchant à la contrer. Cette analyse doit également fournir des informations sur les vulnérabilités potentielles de l'insurrection susceptibles d'être transformées en actions et activités de contre-insurrection par le gouvernement d'un pays hôte et les partenaires externes qui le soutiennent pour vaincre les insurgés. Pour ce bloc, les auteurs proposent différentes vignettes illustrant l'insurrection malaisienne (1948-1960), également appelée l'État d'urgence en Malaisie, pour aider à comprendre la nature d'une insurrection. L'État d'urgence en Malaisie est abordé plus en détail comme étude de cas de la contre-insurrection dans les annexes B et C.

Acquis d'apprentissage

1) Définir l'insurrection
2) Décrire la nature d'une insurrection
3) Décrire les motifs d'insatisfaction potentiels et les conditions préalables d'une insurrection
4) Fournir des exemples des 9 dynamiques d'une insurrection et de leurs sous-composants
5) Décrire les stratégies des insurgés
6) Décrire les principales activités utilisées pour atteindre les objectifs de l'insurrection
7) Expliquer les vulnérabilités potentielles des mouvements insurrectionnels

Méthode d'apprentissage et évaluation

Les méthodes d'enseignement/apprentissage peuvent inclure des interventions par des experts, des séminaires, des discussions, des débats, des études de cas, des lectures et des simulations en classe.

Les apprenants doivent être évalués sur la base de leur participation aux activités en classe, notamment les discussions et les débats suivis par des travaux écrits, des exposés sur les études de cas ou des tests de connaissance.

Références

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

Casebook on Insurgency and Revolutionary Warfare, Volume I Revised Edition, United States Army Special Operations Command, 2013. https://fas.org/irp/agency/army/casebookv1.pdf

Casebook on Insurgency and Revolutionary Warfare, Volume II, United States Army Special Operations Command, 2013. https://fas.org/irp/agency/army/casebookv2.pdf

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Insurgencies and Countering Insurgencies, Department of the Army, Washington, D.C., 2014. https://fas.org/irp/doddir/army/fm3-24.pdf

GALULA David, *Contre-insurrection – Théorie et pratique*, Economica, Paris, 2008.

Guide to the Analysis of Insurgencies, U.S. Government, 2012. https://www.hsdl.org/?view&did=713599

KOMER Robert, *The Malayan Emergency in Retrospect: Organisation of a Successful Counterinsurgency Effort (R-957-ARPA)*, Rand Corporation, 1972. https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/reports/2005/R957.pdf

O'NEILL Bard, *Insurgency and Terrorism: From Revolution to Apocalypse*, 2e édition révisée, Potomac Books, Dulles, 2005.

STUBBS Richard, *Hearts and Minds in Guerrilla Warfare: The Malayan Emergency, 1948-1960*, Oxford University Press, Londres, 1989.

THOMPSON Robert, *Defeating Communist Insurgency: The Lesson of Malaya and Vietnam*, F. A. Praeger, New York, 1966.

Module 1.1 Définition de l'insurrection

Description

Pour comprendre cette forme de conflit politico-militaire complexe, la première étape importante consiste à connaître les divers éléments qui définissent le concept d'insurrection. Pour déterminer si un conflit est une insurrection, il est essentiel d'en analyser les éléments. La doctrine COIN de l'OTAN définit l'insurrection comme les « activités d'un groupe ou d'un mouvement organisé, souvent idéologiquement motivé, cherchant à provoquer ou empêcher le changement politique ou à renverser l'autorité gouvernant un pays ou une région, et axées sur la persuasion ou la contrainte envers la population par l'utilisation de la violence et de la subversion ». Selon cette définition, une insurrection doit, au minimum, inclure trois éléments : (1) les activités ou actions d'un groupe organisé ; (2) l'objectif d'un changement politique par rapport au pouvoir en place ; et (3) le recours à la violence ou à des activités subversives. Ces trois composants sont indispensables pour pouvoir qualifier un conflit d'insurrection.

Objectifs d'apprentissage

1) Définir l'insurrection
2) Analyser les trois éléments subordonnés décrits dans la définition de l'insurrection
3) Décrire la nature de l'insurrection en tant que forme particulière de guerre

Pistes à explorer

a) Quels sont les sous-éléments clés dans la définition de l'insurrection ?
b) Outre celle établie par l'OTAN (ci-dessus), existe-t-il d'autres définitions de l'insurrection ? Ces définitions comportent-elles des éléments supplémentaires ou différents ?
c) Comparez un conflit conventionnel à une insurrection. Quelles en sont les différences et les similitudes ?

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf.

Casebook on Insurgency and Revolutionary Warfare, Volume I Revised Edition, Section I Southeast Asia « The Revolution in Malaya, 1948-1957 », United States Army Special Operations Command, 2013. https://fas.org/irp/agency/army/casebookv1.pdf

GALULA David, *Contre-insurrection - Théorie et pratique*, Economica, Paris, 2008, chapitre 1.

O'NEILL Bard, *Insurgency and Terrorism: From Revolution to Apocalypse*, 2e édition révisée, Potomac Books, Dulles, 2005, chapitre 2.

Un cas d'insurrection classique : la Malaisie (1948-1960)

(Cette partie de la vignette illustre la nature, la définition et les principaux sous-éléments d'une insurrection.)

Au cours de l'été 1948, après trois années pendant lesquelles l'activité criminelle et les attaques terroristes de petite envergure se sont intensifiées, le niveau d'activités antigouvernementales et de violence organisée à l'encontre du gouvernement était tel qu'il constituait une révolte contre l'autorité britannique et le plan proposé de transition vers l'indépendance de la Malaisie, alors colonie britannique. Le Parti communiste de Malaisie (PCM), sa branche armée l'Armée de libération des peuples de Malaisie (ALPM) et un réseau de sympathisants civils dénommé Min Yuen (« mouvement populaire ») se sont unis dans un soulèvement contre l'autorité coloniale en place. Le PCM et sa branche armée, essentiellement soutenus par la population d'origine chinoise, avaient acquis une précieuse expérience lors des opérations de guérilla menées par les combattants malaisiens contre les forces d'occupation japonaises au cours de la Seconde Guerre mondiale. Après 1945, cette minorité s'est sentie de plus en plus marginalisée alors que la Malaisie progressait vers la souveraineté promise. Le plus fort de la lutte armée conduite par des bataillons ou régiments de la guérilla a eu lieu en 1952 et 1953, lorsque des unités du Royaume-Uni et des pays du Commonwealth britannique ont été déployés en Malaisie pour réprimer la montée de la violence et soutenir les unités militaires et paramilitaires malaisiennes locales dans leurs actions de contre-insurrection.

En 1957, l'insurrection était sous contrôle et une Fédération de Malaisie indépendante était en place. Par contre, les idéologues communistes ont continué à mener, à une échelle plus limitée, des activités insurrectionnelles et des attaques terroristes jusqu'en 1960.

Policiers malaisiens en patrouille dans une rivière de la jungle de Temenggor en Malaisie du Nord.

Module 1.2 Conditions préalables à une insurrection

Description

Un État fonctionnel a le monopole de l'emploi légitime de la force sur son territoire. La remise en cause de cette prérogative par d'autres forces au sein du pays constitue donc une situation exceptionnelle. Par conséquent, il est nécessaire d'examiner certains facteurs communs susceptibles d'entraîner la montée d'une opposition organisée et violente contre l'autorité en place. Il existe plusieurs motifs d'insatisfaction importants, dont ceux de nature identitaire, religieuse et économique (pour n'en nommer que trois), capables de donner naissance à un mouvement insurrectionnel. Toutefois, ces griefs seuls ne suffisent pas à provoquer un soulèvement. Trois prérequis sont indispensables à la création et au maintien d'une insurrection : (1) une population vulnérable, (2) l'orientation du commandement et (3) le manque de contrôle gouvernemental. Une perception partagée des motifs d'insatisfaction alliée à l'existence des autres trois prérequis peuvent créer les conditions nécessaires à l'émergence et à la montée en puissance d'une insurrection.

Objectifs d'apprentissage

1) Examiner les motifs d'insatisfaction communs au sein d'une population ou d'une société, de nature à favoriser l'émergence d'une insurrection

2) Décrire les trois prérequis d'une insurrection

Pistes à explorer

a) Quels motifs d'insatisfaction ont contribué au déclenchement d'insurrections récentes ou actuelles ?

b) Identifiez les caractéristiques d'une population vulnérable dans une insurrection récente ou actuelle.

c) Évoquez divers chefs d'insurrections passées ou présentes et expliquez pourquoi ils ont été efficaces.

d) Identifiez les caractéristiques d'un gouvernement faible ou inefficace.

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf.

Casebook on Insurgency and Revolutionary Warfare, Volume I Revised Edition, Section I Southeast Asia « The Revolution in Malaya, 1948-1957 », United States Army Special Operations Command, 2013. https://fas.org/irp/agency/army/casebookv1.pdf

O'NEILL Bard, *Insurgency and Terrorism: From Revolution to Apocalypse,* 2e édition révisée, Potomac Books, Dulles, 2005, chapitre 2.

Conditions préalables à l'insurrection en Malaisie

(Cette partie de la vignette illustre les trois éléments d'une insurrection.)

Des griefs et le terrain propice à une insurrection étaient clairement présents en Malaisie à la fin des années 1940. Bien que représentant 40 % de la population du pays, l'ethnie chinoise se voyait systématiquement privée d'une voix politique dans le gouvernement national émergent par les élites malaises, ethnie majoritaire, en dépit des tentatives de l'administration britannique de former un gouvernement plus représentatif. Les fractures sociales et culturelles entre les communautés chinoise et malaise étaient encore aggravées par leurs différences religieuses (l'islam contre les traditions bouddhistes, taoïstes et confucianistes des Chinois), mais aussi par la mainmise chinoise sur des secteurs clés de l'économie intérieure. Les Chinois eux-mêmes étaient divisés idéologiquement dans leur soutien respectif au gouvernement nationaliste et au gouvernement communiste établis en 1949 en Chine continentale et à Taïwan. La discrimination envers les Chinois par la majorité malaise, qui détenait un pouvoir politique plus grand en vertu des conditions de l'indépendance fixée par la Grande-Bretagne, a contribué à l'émergence de motifs d'insatisfaction spécifiques au sein d'une population vulnérable, peu intégrée à la société malaisienne et menacée d'expulsion vers la Chine.

Le PCM et l'Armée Anti-japonaise des Peuples Malais (MPAJA), dirigée par des communistes, avaient collaboré avec les Britanniques au cours de la Seconde Guerre mondiale et mis en place une organisation politique viable, avec un cadre de commandement fort. Cette organisation politique a favorisé la montée du mouvement insurrectionnel d'après-guerre parmi la population chinoise dans la période de troubles sociaux et politiques qui a accompagné l'émancipation du pouvoir colonial.

Transport de travailleurs vers une plantation d'hévéas sous la garde de policiers spéciaux en Malaisie.

Module 1.3 Dynamiques de l'insurrection

Description

Chaque insurrection est unique. Cela étant, les insurrections partagent certaines caractéristiques communes, appelées « dynamiques » dans la doctrine COIN de l'OTAN. Il est essentiel de comprendre et de pouvoir évaluer ces dynamiques particulières pour créer une stratégie de contre-insurrection. Pour la plupart, ces dynamiques ne relèvent pas des variables militaires classiques, qui seraient analysées dans le cadre d'un ordre de bataille ennemi. Elles sont plutôt de nature sociale, économique, politique, idéologique et imprévisible. La liste ci-dessous, sans être exhaustive, relève les principales caractéristiques d'une insurrection :

1) Idéologie
2) Cause et message des insurgés
3) Soutien interne
4) Objectif
5) Commandement
6) Environnement et géographie
7) Soutien externe
8) Déroulement et ancrage dans le temps
9) Dispositifs organisationnels et opérationnels

Objectifs d'apprentissage

1) Décrire les neuf dynamiques d'une insurrection
2) Expliquer l'importance cruciale de ces dynamiques dans l'émergence d'une insurrection
3) Analyser l'influence de ces dynamiques sur le succès ou l'échec de l'insurrection

Pistes à explorer

a) Quel est le rôle joué par l'idéologie dans une insurrection ?

b) Quelle est l'importance de la cause dans une insurrection ?

c) Discutez des différents niveaux et types de soutien populaire interne.

d) Quel rôle jouent les objectifs dans une insurrection ?

e) Qu'est-ce qui fait le charisme du chef d'une insurrection ? Citez quelques chefs d'insurrection célèbres.

f) Quelles caractéristiques géographiques et environnementales jouent en faveur des insurgés, de manière générale ?

g) Examinez et commentez les divers types de soutiens externes auxquels pourraient avoir accès un groupe d'insurgés.

h) Étudiez les différentes sources de soutiens externes dont peut disposer une insurrection.

i) Définissez des phases d'une insurrection et expliquez pourquoi il est essentiel de comprendre son déroulement et son ancrage dans le temps pour organiser la contre-insurrection du gouvernement.

j) Quels sont les six types d'éléments qui déterminent l'appartenance à un groupe insurrectionnel ?

k) Identifiez les cinq domaines fonctionnels essentiels aux activités opérationnelles d'un groupe d'insurgés.

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf.

Casebook on Insurgency and Revolutionary Warfare, Volume I Revised Edition, Section I Southeast Asia « The Revolution in Malaya, 1948-1957 », United States Army Special Operations Command, 2013. https://fas.org/irp/agency/army/casebookv1.pdf

O'NEILL Bard, *Insurgency and Terrorism: From Revolution to Apocalypse*, 2e édition révisée, Potomac Books, Dulles, 2005, chapitres 2 et 3.

Dynamiques de l'insurrection en Malaisie

(Cette analyse de « l'État d'urgence » en Malaisie propose des exemples des principales dynamiques d'une insurrection.)

Le facteur idéologique déterminant associé aux insurgés en Malaisie était le communisme. La première cause de mobilisation des insurgés, en majorité issus de l'ethnie chinoise, était l'affranchissement d'une puissance coloniale et l'attente d'un rôle plus important dans le nouveau gouvernement. La majorité des Chinois et le réseau de sympathisants civils, le Min Yuen, étaient partisans de cette cause. Le mouvement insurrectionnel incluait aussi une partie de la minorité indienne. Son objectif était l'établissement d'une forme de gouvernement non dominée par les élites de l'ethnie majoritaire malaise, à laquelle ils pourraient pleinement participer. Les chefs de l'insurrection ont émergé dans les années 1930 lorsque les Chinois établis en Malaisie ont organisé des factions politiques et des mouvements syndicalistes. Ce mouvement a pris de l'ampleur et est devenu plus organisé lors de la guerre avec le Japon, paradoxalement avec l'aide du gouvernement et de l'armée britanniques. La jungle malaisienne offrait un sanctuaire naturel aux groupes de guérilla du pays. La frontière commune avec la Thaïlande a permis aux insurgés de bénéficier d'un sanctuaire externe jusqu'à ce que les forces thaïlandaises et malaisiennes commencent à coopérer dans le cadre d'opérations de contre-guérilla. La nouvelle République populaire de Chine leur fournissait des ressources externes très limitées, notamment en termes de financement, d'armes et d'équipements militaires ; elle leur a néanmoins apporté un soutien idéologique, moral et psychologique important lors de cette « guerre de libération nationale ». L'insurrection devait se dérouler en trois phases : (1) affaiblir les forces britanniques et leurs alliés ; (2) repousser les forces de contre-insurrection dans les zones urbaines ; et (3) étendre les bases de la guérilla et multiplier le recrutement d'insurgés pour faciliter la prise de contrôle totale de la Malaisie. Le modèle d'organisation et d'opérations reposait sur des actions de guérilla menées par des unités dont les rangs ne cessaient de grossir. Au fil du temps, ces unités ont bénéficié d'effectifs toujours plus importants. Elles ont ainsi pu mener des opérations telles que des raids et des actes de sabotage de petite envergure, des destruction d'entreprises (dont des plantations d'hévéas), des actes de terrorisme pour effrayer les travailleurs ou encore des attaques contre des unités militaires britanniques et malaisiennes.

Policiers interrogeant un vieux Malaisien susceptible de détenir des informations sur les bandits communistes dans la région.

Module 1.4 Stratégies des insurgés

Description

Les groupes d'insurgés peuvent recourir à diverses approches pour s'adapter aux circonstances fluctuantes de l'environnement des opérations ou aux changements dans la stratégie de contre-insurrection du gouvernement. Plusieurs de ces stratégies ou modèles observés par le passé sont toujours utilisés par les groupes insurrectionnels à l'heure actuelle. Bard O'Neill définit la stratégie comme l'utilisation systématique, intégrée et orchestrée de divers instruments de pouvoir (diplomatique, informationnel, économique et militaire) pour atteindre les objectifs fixés. L'emploi de ces stratégies, aussi imparfaites et improvisées soient-elles, offre au commandement du mouvement insurrectionnel un modèle global que ses membres peuvent suivre. Il s'agit des six modèles stratégiques suivants :

1) Subversif
2) Axé sur les actions militaires
3) Urbain
4) Populaire de longue durée
5) Identitaire
6) Mixte

Objectif d'apprentissage

1) Décrire les six modèles stratégiques d'insurrection
2) Expliquer les principaux facteurs définissant ces différents modèles
3) Comparer et souligner les différences majeures entre ces modèles

Pistes à explorer

a) Décrivez l'approche utilisée dans une stratégie insurrectionnelle subversive.

b) Quel rôle les forces armées conventionnelles jouent-elles dans la mise en œuvre d'une approche militaire ?

c) Quel rôle joue le terrorisme dans le modèle urbain ?

d) Discutez des trois phases du modèle de guerre populaire de longue durée ?

e) Pourquoi l'approche identitaire est-elle plus courante dans l'environnement de sécurité actuel ?

f) Discutez des raisons pour lesquelles les chefs du mouvement insurrectionnel peuvent changer de stratégie ou adopter plusieurs types de stratégies au fil du temps.

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

Casebook on Insurgency and Revolutionary Warfare, Volume I Revised Edition, Section I Southeast Asia « The Revolution in Malaya, 1948-1957 », United States Army Special Operations Command, 2013. https://fas.org/irp/agency/army/casebookv1.pdf

O'NEILL Bard, *Insurgency and Terrorism: From Revolution to Apocalypse*, 2e édition révisée, Potomac Books, Dulles, 2005, chapitre 3.

Stratégies insurrectionnelle en Malaisie

(Cet exemple illustre l'une des stratégies, en l'occurrence la stratégie populaire de longue durée employée en Malaisie.)

Ce conflit politico-militaire est un exemple classique de lutte communiste prolongée, emmenée par le PCM et organisée en plusieurs phases sur une longue période. La stratégie insurrectionnelle consistait à miner les forces ennemies (l'armée britannique et ses alliés), en les rendant vulnérables à une défaite militaire ou en les affaiblissant suffisamment pour les pousser à abandonner leurs alliés malaisiens ou à négocier un règlement du conflit. Dans ce cas précis, même après plus de dix ans, les forces de la guérilla ont été incapables de mener les forces de contre-insurrection à la défaite ou de gagner une légitimité politique. Le mouvement insurrectionnel n'a pas pu surmonter ses faiblesses et ses vulnérabilités.

Gardes indigènes de la tribu Senoi au Fort Kemar, chargés de protéger la population locale contre les raids des guérilleros communistes.

Module 1.5 Vulnérabilités des insurgés

Description

Les succès passés des insurrections et les exemples actuels attestent de la difficulté de contrer ce type de conflit. Certaines insurrections sont vaincues, tandis que d'autres aboutissent à des négociations internationales lorsque les groupes insurrectionnels deviennent partie intégrante du processus politique normal. Dans les cas où les insurrections ont échoué, les forces de contre-insurrection ont été capables d'exploiter une partie ou l'ensemble des vulnérabilités communes aux insurrections :

1) Sécurité et clandestinité
2) Décentralisation
3) Incohérence du message insurrectionnel
4) Propagande insurrectionnelle
5) Nécessité d'établir une base d'opérations (sanctuaire)
6) Dépendance vis-à-vis d'un soutien interne et externe
7) Vulnérabilité économique ou financière
8) Division interne ou commandement divisé en factions

Objectif d'apprentissage

1) Décrire les vulnérabilités des insurgés
2) Expliquer les difficultés pour les contre-insurgés de s'attaquer à ces vulnérabilités

Pistes à explorer

a) Expliquez pourquoi il est difficile pour un mouvement insurrectionnel de rester secret et de mener des activités de soutien et de recrutement majeures.
b) Identifiez certaines méthodes visant à isoler les insurgés de la population.
c) Décrivez les problèmes potentiels de commandement et contrôle des insurgés.
d) Qu'est-ce qu'un message ? (parfois appelé « narratif »)
e) Quel est le rôle joué par la propagande dans une insurrection ?
f) Quelle est l'importance d'un sanctuaire sécurisé et sûr pour les opérations insurrectionnelles ?
g) Discutez de l'importance d'un soutien externe.
h) Comment les insurrections sont-elles financées ?
i) L'élimination des cadres dirigeants d'une insurrection est-elle une stratégie COIN viable ?

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

Casebook on Insurgency and Revolutionary Warfare, Volume I Revised Edition, Section I Southeast Asia « The Revolution in Malaya, 1948-1957 », United States Army Special Operations Command, 2013. https://fas.org/irp/agency/army/casebookv1.pdf

GALULA David, *Contre-insurrection - Théorie et pratique,* Economica, Paris, 2008, chapitre 7.

O'NEILL Bard, *Insurgency and Terrorism: From Revolution to Apocalypse*, 2e édition révisée, Potomac Books, Dulles, 2005, chapitre 8.

Vulnérabilités des insurgés en Malaisie

(Cette vignette illustre certaines vulnérabilités de l'insurrection.)

L'insurrection en Malaisie a été menée ou soutenue par environ un tiers de la minorité chinoise. La population d'origine chinoise restée loyale au gouvernement ou convaincue de changer de camp était suffisamment nombreuse pour permettre une infiltration relativement aisée du mouvement insurrectionnel par les forces de contre-insurrection. Le PCM ne bénéficiait pratiquement d'aucun soutien externe et les sources internes étaient isolées. Cet isolement fut particulièrement marqué lorsque le programme des « nouveaux villages » a été mis en œuvre pour améliorer la vie de la population rurale chinoise. Une autre vulnérabilité de l'insurrection résidait dans l'incohérence de son message. En effet, une fois que la Malaisie a acquis son indépendance, la rhétorique anticolonialiste des communistes a perdu de son efficacité. Du point de vue militaire, les insurgés ont éprouvé des difficultés à recruter des partisans et à établir des sanctuaires dans la jungle en raison de la difficulté d'approvisionnement et des attaques aériennes et terrestres dont ils étaient la cible. Par ailleurs, le mouvement a connu très tôt des problèmes de leadership, au moment du remplacement de Laï Tek, en réalité un agent infiltré, par Chin Peng. Laï Tek a fui en emportant avec lui avec les fonds du PCM, ce qui a encore aggravé les difficultés financières du mouvement. En dépit de ces vulnérabilités, le PCM a pu continuer la lutte insurrectionnelle pendant plus d'une décennie.

Deux terroristes communistes présumés, après leur capture par une patrouille de police malaisienne dans la jungle.

Module 1.6 Activités entreprises par les insurgés pour atteindre leurs objectifs

Description

Même si les insurrections peuvent paraître difficiles à combattre et à juguler, l'utilisation des stratégies appropriées, la détermination et les réformes locales permettent d'en venir à bout. Le mouvement contre-insurrectionnel doit neutraliser les principales activités employées par les insurgés. En règle générale, les insurgés ont recours à plusieurs types d'activités principales : celles-ci doivent être au centre de toute stratégie contre-insurrectionnel. Parmi ces activités, citons :

1) les activités non violentes (boycotts, manifestations, occupation de bâtiments officiels) ;
2) les activités violentes (actions des branches armées, terrorisme et kidnappings) ;
3) la propagande à l'échelon national et international;
4) l'assistance sociale ;
5) l'activisme politique ;
6) les relations avec les groupes insurgés d'autres pays.

Objectif d'apprentissage

1) Décrire les principales activités des insurgés pour atteindre leurs objectifs
2) Expliquer les avantages et les inconvénients des activités violentes déployées par les insurgés
3) Expliquer de quelle façon l'activisme politique et l'assistance sociale aident le mouvement insurrectionnel
4) Décrire de quelle façon la propagande et la coopération entre les réseaux d'insurgés et les principaux acteurs internationaux aident les insurgés

Pistes à explorer

a) Comment les groupes d'insurgés emploient-ils la violence pour atteindre leurs objectifs ?
b) Quel est le rôle joué par la propagande dans une insurrection ?
c) Identifiez plusieurs formes d'assistance sociale auxquelles les insurgés peuvent avoir recours pour gagner un soutien.
d) Quels types d'activités politiques les insurgés adoptent-ils pour soutenir leurs efforts ?
e) Décrivez comment les groupes d'insurgés peuvent s'internationaliser.

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

Casebook on Insurgency and Revolutionary Warfare, Volume I Revised Edition, Section I Southeast Asia « The Revolution in Malaya, 1948-1957 », United States Army Special Operations Command, 2013. https://fas.org/irp/agency/army/casebookv1.pdf

Casebook on Insurgency and Revolutionary Warfare, Volume II, United States Army Special Operations Command, 2013. https://fas.org/irp/agency/army/casebookv2.pdf (Bibliographie de l'étude de cas sur la Malaisie)

GALULA David, *Contre-insurrection - Théorie et pratique,* Economica, Paris, 2008, chapitre 7.

KOMER Robert, *The Malayan Emergency in Retrospect: Organisation of a Successful Counterinsurgency Effort* (R-957-ARPA), Rand Corporation, 1972. https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/reports/2005/R957.pdf

O'NEILL Bard, *Insurgency and Terrorism: From Revolution to Apocalypse*, 2e édition révisée, Potomac Books, Dulles, 2005, chapitre 8.

STUBBS Richard, *Hearts and Minds in Guerrilla Warfare: The Malayan Emergency, 1948-1960*, Oxford University Press, Londres, 1989.

THOMPSON Robert, *Defeating Communist Insurgency: The Lesson of Malaya and Vietnam*, F. A. Praeger, New York, 1966.

Activités des insurgés en Malaisie

(Cet exemple illustre plusieurs activités menées par les insurgés en Malaisie.)

Au départ, le PCM a utilisé les conflits sociaux et les émeutes urbaines dans sa lutte contre le gouvernement, et ce dès 1946. Ces activités ont connu un pic en 1948 lorsque les Britanniques ont déclaré « l'État d'urgence ». L'ALPM a ensuite lancé un programme d'embuscades, d'assassinats, de sabotages, d'attentats terroristes et de raids contre les postes de police. Les attaques se sont intensifiées et ont conduit à des attentats contre les forces britanniques présentes sur le terrain. Outre les actions violentes, le PCM a poursuivi ses opérations de propagande pour renforcer son soutien logistique et faciliter le recrutement de la population chinoise. En parallèle, des éléments procommunistes ont bénéficié d'un appui au sein des partis politiques et des syndicats. Leur participation au sein d'organisations représentatives a ainsi augmenté. Au début du mouvement à la fin des années 1940, la Chine et l'Union soviétique soutenaient activement les guerres de libération nationales et les organisations communistes du monde entier. Par ailleurs, il existait des insurrections actives, soutenues par les communistes en Corée, en Indonésie, au Viet Nam, au Laos et au Cambodge. Le soutien idéologique et moral s'est encore accru avec l'instauration de la République populaire de Chine en 1949. Il existait un important soutien international aux mouvements anticolonialistes, surtout en Asie.

Feuillet distribué aux forces communistes malaisiennes en 1953. Le texte chinois dit ceci : « Si un membre du Parti communiste de Malaisie parvient à quitter la jungle et à rapporter un fusil-mitrailleur Bren, ou peut mener les forces de maintien de la paix à un fusil-mitrailleur Bren caché dont il a connaissance, il aura droit à une récompense de 1 000 dollars. Profitez de la récompense de 1 000 dollars pour commencer une nouvelle vie ! »

Bloc 2 Principes et paradoxes de la contre-insurrection

Description

Les insurrections et les contre-insurrections étant des « guerres de population », il n'est pas possible de distinguer aussi clairement leurs aspects politique et militaire que lors d'une guerre conventionnelle. Chaque décision politique influencera la planification et la conduite des opérations et affectera le comportement des forces de sécurité. Chaque opération militaire, qu'elle soit un succès ou non, aura des conséquences politiques majeures sur l'environnement politique et juridique.

Les puissances étrangères peuvent soit aider un pays hôte à concentrer efficacement ses ressources et ses capacités pour conduire une contre-insurrection, soit déployer leurs forces pour combattre directement l'insurrection. Dans les deux cas, les opérations seront soumises à certains principes COIN. Ces principes complètent, mais ne remplacent pas les principes applicables aux opérations multinationales et interalliées interarmées. La contre-insurrection présente aussi quelques paradoxes. En effet, des procédures généralement acceptées et appliquées depuis des siècles dans les conflits conventionnels peuvent être contre-productives dans le cas d'une contre-insurrection. Au lieu de produire des résultats positifs, leur application peut nuire à la cause du gouvernement du pays hôte et des forces contre-insurrectionnelles.

Il est important de savoir dès le départ que ni les principes, ni les paradoxes ne constituent des éléments distincts et isolés. Ils sont interdépendants : ils s'appuient et se renforcent mutuellement, et par moment sont contradictoires. Toute action entreprise par le gouvernement fera probablement intervenir plusieurs principes et paradoxes en même temps. Ni les uns ni les autres ne constituent des règles rigides qui doivent être appliquées de façon normative à une opération. Ils représentent plutôt des orientations générales que les planificateurs vont prendre en compte à l'heure de planifier et d'exécuter des opérations de contre-insurrection. Cette section examine ces principes et paradoxes ainsi que les deux approches fondamentales de la contre-insurrection.

Acquis d'apprentissage

1) Décrire les principes et paradoxes de la contre-insurrection identifiés dans la doctrine de l'OTAN
2) Décrire les deux approches fondamentales de la contre-insurrection
3) Appliquer les principes en fonction des facteurs de l'environnement des opérations
4) Identifier et concilier les contradictions entre les principes généralement acceptés de la guerre et ceux propres à la contre-insurrection

Méthode d'apprentissage et évaluation

Les méthodes d'enseignement/apprentissage peuvent inclure des interventions par des experts, des séminaires, des discussions, des débats, des études de cas, des lectures et des simulations en classe.

Les apprenants doivent être évalués sur la base de leur participation aux activités en classe, notamment les discussions et les débats suivis par des travaux écrits, des exposés sur les études de cas ou des tests de connaissance.

Références

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

Army Code 71876, Countering Insurgency, Ministry of Defense, Londres, 2009. http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/pdfs/16_11_09_army_manual.pdf

BRIDGEWATER L., « Philippine Information Operations During the Hukbalahap Counterinsurgency Campaign » in *IO Sphere Spring*, 2006, pages 37 à 41. http://www.au.af.mil/au/awc/info-ops/iosphere/iosphere_spring06_bridgewater.pdf

EDWARDS B., *Fighting the Huks: Lessons Learned from a Successful Counter-Insurgency Campaign*, Air University, 2006.

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Counterinsurgency, Washington D.C., Department of the Army, 2006. http://usacac.army.mil/cac2/Repository/Materials/COIN-FM3-24.pdf

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Insurgencies and Countering Insurgencies, Department of the Army, Washington D.C., 2014. https://fas.org/irp/doddir/army/fm3-24.pdf

GREENBERG Lawrence, *The Hukbalahap Insurrection: A Case Study of a Successful Anti-Insurgency Operation in the Philippines* – 1946-1955, US Army Center of Military History, Washington D.C., 2005. www.history.army.mil/html/books/093/93-8/CMH_Pub_93-8-1.pdf

JAMESON John G. Jr., *The Philippine Constabulary as a Counterinsurgency Force*, 1948-1954, United States Army War College, Carlisle Barracks, 1971. http://www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/772685.pdf

JONES Adrian, MOLNAR Andrew, *Internal Defense against Insurgency: Six Cases,* « Chapter 3: The Philippines, 1946-1954 », The American University, Washington D.C., 1966, pages 39-58. http://www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/645939.pdf

Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2006. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/418/rec/7

Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader II, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2008. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/243/rec/7

MOORE William, *The Hukbalahap Insurgency, 1948-1954: An Analysis of the Roles, Missions and Doctrine of the Philippine Military Forces*, United States Army War College, Carlisle Barracks, 1971. www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/773529.pdf

SMITH Robert, « The Hukbalahap Insurgency » in *Military Review*, juin 1965, pages 35 à 42. http://cgsc.contentdm.oclc.org/utils/getdownloaditem/collection/p124201coll1/id/646/filename/647.pdf/mapsto/pdf/type/singleitem

SPRINGER Nathan, *Stabilizing the Debate between Population-Centric and Enemy-Centric Counterinsurgency: Success Demands a Balanced Approach*, US Army CGSC, Fort Leavenworth, 2011. www.dtic.mil/cgi-bin/GetTRDoc?AD=ADA547334

U.S. Government Counterinsurgency Guide, Bureau of Political-Military Affairs, Washington, D.C., 2009. http://www.state.gov/documents/organization/119629.pdf

Principes et paradoxes de l'insurrection Hukbalahap aux Philippines (1946 à 1954)

(Cette vignette rappelle brièvement le contexte de cette insurrection qui servira à illustrer certains principes et paradoxes de la contre-insurrection dans les modules suivants.)

La Seconde Guerre mondiale a laissé les Philippines en ruine. Les campagnes dévastatrices des armées japonaises et américaines, ainsi que les représailles japonaises en réponse aux opérations de la guérilla ont décimé la population et anéanti une grande partie de l'infrastructure du pays. Les États-Unis, alors puissance coloniale du pays, a accordé l'indépendance à son ancienne colonie en juillet 1946. Toutefois, l'euphorie de l'indépendance s'est rapidement dissipée lorsque le gouvernement s'est montré incapable d'entreprendre la reconstruction du pays et a sombré dans l'incompétence et la corruption. Ces conditions ont offert au Parti communiste des Philippines une occasion unique de prendre le pouvoir.

En effet, les communistes étaient sortis de la guerre avec une force armée extrêmement efficace, appelée Hukbalahap (Hukko ng Bayan Laban sa Hapon, littéralement Armée populaire anti-japonaise), ou plus familièrement Huks. Les Huks avaient aussi une cause. Leur slogan « La terre à ceux qui ne la possèdent pas » (land for the landless) promettait de réformer le système agraire archaïque, qui maintenait la population rurale dans un état proche de la servitude et perpétuait la disparité entre riches et pauvres. Si le paysan philippin connaissait mal l'idéologie marxiste, il comprenait très bien en revanche le principe de la propriété foncière.

L'insurrection a débuté peu de temps après le retrait des troupes japonaises, au moment où les communistes se sont vus retirer toute influence politique. Au départ, l'insurrection a connu de belles victoires, dues essentiellement aux erreurs commises par le gouvernement philippin et les forces de sécurité. Après une réorganisation des forces de sécurité en 1950, de meilleures politiques ont été mises en place, réduisant ainsi le soutien de la population aux Huks. L'insurrection a pris fin en 1954.

Module 2.1 Contre-insurrection centrée sur la population et centrée sur l'ennemi

Description

Ce module traite des deux approches principales en matière de contre-insurrection : la contre-insurrection centrée sur l'ennemi et celle centrée sur la population. La première priorité d'une contre-insurrection centrée sur la population (ou populo-centrée) consiste à gagner le soutien de la population locale. Idéalement, le gouvernement doit assurer la sécurité physique de la population, garantir une bonne gouvernance, permettre le développement des activités économiques, répondre aux motifs d'insatisfaction ayant conduit à l'insurrection, et ainsi gagner le soutien de la population. Ces actions neutralisent ou entravent sérieusement les efforts de recrutement des rebelles au sein de la population et privent en même temps les insurgés de leur cause. Progressivement, l'insurrection perd sa raison d'être et finit par disparaître.

Selon l'approche COIN centrée sur l'ennemi, la principale priorité du gouvernement doit être la destruction de l'adversaire. Une fois les forces insurgées éliminées, le développement économique et l'amélioration de la gouvernance peuvent commencer. Dans la pratique, une contre-insurrection fait intervenir des éléments des deux approches. La sécurité ne peut être rétablie qu'après la mise en déroute des forces insurrectionnelles locales et constitue une condition indispensable à l'instauration de politiques COIN centrées sur la population. À l'inverse, même les campagnes COIN centrées sur l'ennemi les plus dures intègrent des éléments populo-centrés. La doctrine COIN actuelle de l'OTAN met l'accent sur les aspects populo-centrés de la contre-insurrection. Dans ce module, les apprenants examineront le contexte ainsi que les tactiques, techniques et procédures (TTP) les plus courantes des deux approches.

Objectifs d'apprentissage

1) Décrire le contexte historique, politique, social et économique sur lequel repose le développement des deux principales approches de contre-insurrection

2) Décrire les principes fondamentaux de chaque approche COIN

3) Identifier les tactiques, techniques et procédures (TTP) les plus courantes de chaque approche

4) Examiner les différentes façons d'associer des éléments relevant de ces deux approches pour jeter les bases d'une stratégie de campagne victorieuse

Pistes à explorer

a) Les deux méthodes ont connu des succès spectaculaires et des échecs retentissants. À la lumière de ce constat, l'approche populo-centrée qui domine la doctrine COIN de l'OTAN est-elle adaptée à toutes les situations ?

b) Quels sont les principaux facteurs motivant un gouvernement à adopter l'une ou l'autre approche ?

c) Quels facteurs sociaux/culturels interviennent dans le choix d'une approche ?

d) Comment les commandants déterminent-ils le juste dosage de ces deux approches en ce qui concerne leurs politiques et TTP ?

e) Comment est-il possible de corriger une combinaison des deux approches qui ne fonctionne pas ?

Références/lectures

SPRINGER Nathan, *Stabilizing the Debate between Population-Centric and Enemy-Centric Counterinsurgency: Success Demands a Balanced Approach*, US Army CGSC, Fort Leavenworth, 2011, pages 8 à 38. www.dtic.mil/cgi-bin/GetTRDoc?AD=ADA547334

U.S. Government Counterinsurgency Guide, Bureau of Political-Military Affairs, Washington, D.C., 2009, pages 12 à 15. http://www.state.gov/documents/organization/119629.pdf

Approches contre-insurrectionnelles adoptées aux Philippines

(Cet exemple explique comment les forces de sécurité philippines ont revu leur approche contre-insurrectionnelle.)

Au départ, les forces de sécurité philippines n'étaient pas entraînées à la lutte contre-insurrectionnelle. Elles avaient donc recours à des tactiques brutales pour pallier leur manque de compétence. Elles ont mené des opérations conventionnelles avec une puissance de feu importante, organisé des ratissages de grande envergure, conduit des raids destructeurs contre les Huks et traité la population rurale dans son ensemble comme un ennemi potentiel. Dans leur traque des éléments subversifs, ils ont souvent commis des exactions injustifiées, dont des actes de torture, à l'encontre des civils. Cette ***stratégie COIN centrée sur l'ennemi*** *a eu pour effet de renforcer le soutien de la population aux Huks. À son apogée (1949-1950), le mouvement revendiquait 15 000 guérilleros et un million de sympathisants. Le gouvernement philippin est passé tout près de la défaite.*

Au milieu des années 1950, une réorganisation des forces armées et de la police a permis de rétablir un cadre disciplinaire et de responsabilité. Des procédures de contre-insurrection ont été adoptées de manière à combattre les insurgés sans dommages collatéraux à la population civile. Les forces de sécurité ont également commencé à traiter les civils comme des concitoyens et des alliés possibles, et non plus comme des ennemis potentiels. Elles ont pris des mesures pour assurer une sécurité locale adéquate, participé à des projets de travaux publics et ouvert leurs centres médicaux à la population civile. Parallèlement, le gouvernement a adopté de nouvelles politiques (plus particulièrement un programme de distribution des terres) pour lutter contre la pauvreté et faciliter l'accès à la propriété foncière, c'est-à-dire les principaux griefs ayant favorisé l'insurrection. Cette transition vers une ***stratégie COIN centrée sur la population*** *a permis de renverser la situation et d'éroder progressivement le soutien de la population aux Huks.*

Patrouille de gendarmes philippins.

Module 2.2 Principes de la contre-insurrection de l'OTAN

Description

Au fil du temps, les États ont adopté divers principes pour lutter contre les insurrections. Alors que la doctrine française reconnaît cinq principes, les doctrines des États-Unis, du Royaume-Uni et du Canada en comptent dix, pour la plupart très similaires. La doctrine de contre-insurrection de l'OTAN les a intégrés en neuf principes. Ce module, le plus important du bloc, a pour but de présenter, d'expliquer et de commenter les neuf principes COIN de l'OTAN.

Il s'agit des neuf principes suivants :

1) Respecter la primauté du politique
2) Développer et promouvoir la légitimité du gouvernement contesté
3) Transférer les responsabilités aux forces locales dès que possible
4) Protéger la population
5) Comprendre l'environnement humain
6) Vaincre les forces armées insurgées
7) Agir dans le cadre du droit international et national, et respecter la législation nationale
8) Se préparer à une campagne prolongée
9) Apprendre et s'adapter rapidement

Objectifs d'apprentissage

1) Décrire les principes COIN de la doctrine de l'OTAN
2) Identifier les relations entre les aspects politiques et militaires d'une contre-insurrection reflétés dans les principes
3) Décrire l'importance d'équilibrer constamment tous les principes
4) Identifier les risques inhérents à la violation (délibérée ou non) d'un ou plusieurs de ces principes

Pistes à explorer

a) Comment les valeurs fondamentales de l'Alliance sont-elles incarnées dans la doctrine de contre-insurrection de l'OTAN ?

b) Comment peut-on concilier les principes de la doctrine de l'OTAN et ceux des doctrines COIN nationales et relatives aux conflits conventionnels ?

c) Comment peut-on concilier et appliquer les principes présentés dans une publication doctrinale à la situation réelle du terrain ?

d) De quelle manière l'approche contre-insurrectionnelle populo-centrée est-elle reflétée dans les principes de l'OTAN ?

e) Comment peut-on concilier à la fois les valeurs de l'Alliance, les valeurs sociales nationales du pays hôte et les principes COIN de l'OTAN ?

f) De quelle manière les principes COIN peuvent-ils aider les contre-insurgés à surmonter les conséquences de décisions erronées ?

g) Comment les forces militaires formées à la guerre conventionnelle peuvent-elles rapidement s'adapter aux conditions spéciales de la contre-insurrection ?

h) Comment les contre-insurgés peuvent-ils concilier les exigences d'une doctrine commune avec la nécessité d'apprendre et de s'adapter rapidement ?

Références/lectures

Army Code 71876, Countering Insurgency, Ministry of Defense, Londres, 2009, pages 3-1 à 3-21. http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/pdfs/16_11_09_army_manual.pdf

CASSIDY Robert, « Winning the War of the Flea: Lessons from Guerrilla Warfare » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2006, pages 2 à 7. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/418/rec/7

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, *Insurgencies and Countering Insurgencies*, Department of the Army, Washington D.C., 2014, pages 1-19 à 1-22. https://fas.org/irp/doddir/army/fm3-24.pdf

Principes de contre-insurrection adoptés aux Philippines

(Les exemples suivants issus de l'insurrection Hukbalahap et des opérations COIN menées par le gouvernement philippin illustrent certains principes de contre-insurrection.)

Au départ, les forces de sécurité ont cherché à écraser les forces armées des Huks sur le terrain, sans se soucier de la dignité, de la propriété ou de la sécurité de la population rurale. En conséquence, la population s'est retrouvée prise en tenaille entre les deux camps. Le gouvernement et les Huks exigeaient tous deux leur loyauté et avaient recours à la coercition pour l'obtenir. Les forces armées se conduisaient comme une force d'occupation étrangère, considéraient la population civile comme des sympathisants potentiels de la guérilla plutôt que des concitoyens et leur extorquaient bien souvent des vivres et de l'argent. Leur comportement était contraire aux principes de protection de la population et de respect de la loi ; il a eu un impact négatif sur la légitimité du gouvernement contesté.

La priorité accordée au succès militaire répondait au principe visant à vaincre les insurgés. Toutefois, comme il ne s'accompagnait pas de mesures destinées à servir les intérêts de la population, elle violait le principe de la primauté politique. Les opérations militaires ont eu un succès limité et le pouvoir des insurgés s'en est trouvé renforcé, car le gouvernement s'est montré incapable de répondre aux principaux facteurs de l'insurrection, à savoir une pauvreté extrême et le désir d'accéder à la propriété foncière.

En 1950, sous l'impulsion du nouveau ministre de la Défense (Ramón Magsaysay), les forces armées ont été réorganisées, la discipline renforcée et de nouvelles tactiques, techniques et procédures ont été mises en place. Les forces armées ont commencé à fournir une sécurité locale fiable et des milices d'autodéfense locales ont été organisées pour renforcer la sécurité. Les exactions contre la population civile ont été sanctionnées et la corruption réduite. Les opérations ont été plus ciblées, réduisant ainsi les victimes collatérales. Ces actions respectaient les principes de protection de la population, de mise en déroute des insurgés et de respect de la loi. Leur succès a contribué à promouvoir la légitimité du gouvernement.

Peu après l'indépendance, la scène politique philippine était dominée par la corruption, l'inefficacité, les dessous-de-table et l'intimidation. La confiance du public envers les processus politiques s'était érodée. Pour regagner cette confiance, les forces armées ont été déployées pour garantir l'intégrité du processus électoral lors des scrutins de 1951 et de 1953. Des unités de l'armée assuraient la sécurité lors des rassemblements politiques et protégeaient les candidats. Les systèmes de communication militaires ont été utilisés pour communiquer rapidement les décomptes des voix afin d'éviter le bourrage des urnes et les décomptes frauduleux. Le public a perçu ces mesures comme des garanties de l'honnêteté et de la transparence des élections. La légitimité du gouvernement s'en est trouvée renforcée et la confiance de la population envers les forces de sécurité a également grandi.

Une série de programmes non militaires ont été également adoptés en complément des opérations militaires. Lorsqu'elles ne menaient pas des opérations contre les Huks, les unités de l'armée réparaient les routes et les ponts, construisaient des écoles, dispensaient des services médicaux de base aux communautés rurales. Des avocats de l'armée offraient une assistance juridique gratuite à ceux qui n'avaient pas les moyens de s'offrir les services d'un conseil professionnel lors de leurs litiges.

À cet égard, l'un des programmes mis en place, l'Economic Development Corps (EDCOR), a été particulièrement efficace et a fortement contribué à priver les Huks de leur soutien populaire et de leurs effectifs. Les guérilleros qui rendaient les armes se voyaient offrir entre 10 et 15 hectares de terrain à prix équitable et recevaient des prêts de lancement à taux d'intérêt raisonnable. Par la suite, le programme a été également ouvert aux fermiers qui acceptaient de se réimplanter dans des villages récemment créés. Nombre de ces nouveaux villages étant situés au cœur du territoire des Huks, l'opération a permis d'offrir un contre-discours à la propagande Huk, tout en offrant une solution alternative sûre à la vie sous le contrôle des rebelles. Le programme EDCOR a en quelque sorte coupé l'herbe sous le pied des Huks : leur slogan « La terre à ceux qui ne la possèdent pas » (land for the landless) ne restait qu'une promesse incertaine, tandis que les 10 à 15 hectares offerts dans le cadre du programme EDCOR représentaient une réalité tangible. Même certains chefs de la guérilla ont rejoint les rangs pour profiter de l'amnistie et participer au programme.

Au cours des premières années de l'insurrection, les opérations des forces armées ne parvenaient pas à affaiblir la puissance des Huks. La situation n'a véritablement commencé à évoluer de manière notable qu'avec l'entrée en vigueur des réformes de l'appareil militaire et l'adoption de nouvelles tactiques. Les grandes opérations de ratissage ont été progressivement abandonnées au profit d'opérations menées par des petites unités et des missions d'incursion offensives de type commando. L'emploi des forces spéciales (souvent habillées comme les insurgés) a été très efficace pour engager et vaincre les forces insurgées. Une nouvelle politique gouvernementale a été également mise en place

en 1950 : « all-out friendship or all-out force » — que l'on pourrait traduire par « l'entente totale ou la force sans merci ». Cette politique alliait des mesures incitatives (programme de distribution de terres de l'EDCOR, réforme politique et économique et amnistie pour les Huks rendant les armes) à des mesures coercitives (opérations militaires). Le choix était simple : abandonner la lutte et s'engager dans une voie pacifique et commerciale, susceptible d'apporter une certaine prospérité, ou continuer de livrer un combat perdu d'avance contre un gouvernement chaque jour un peu plus fort. La combinaison d'une force implacable mais bien dosée et de mesures incitatives claires pour renoncer à la lutte répondaient aux principes de mise en déroute des insurgés et de primauté politique. De fait, la puissance militaire des forces de la guérilla s'est progressivement érodée et leur soutien populaire s'est affaibli jusqu'à ce qu'elles n'aient plus d'autre choix que d'abandonner le combat.

Les réformes de Magsaysay, conséquence directe d'une bonne compréhension de l'environnement humain, ont permis de rétablir l'équilibre entre les actions politiques et les opérations militaires. Comme le gouvernement ne s'est pas contenté de promettre des solutions pour répondre aux griefs de la population, mais qu'il a réellement introduit des politiques efficaces et favorables aux citoyens, la population a réagi en abandonnant les Huks pour soutenir le gouvernement.

Le gouvernement philippin, de même que les forces de sécurité, ont commis d'innombrables erreurs au cours de la campagne et n'ont commencé à connaître le succès qu'après avoir appliqué le principe de l'apprentissage et de l'adaptation rapides. Contraints d'apprendre les meilleures pratiques COIN de façon empirique, ils ne sont passés d'une politique exclusivement centrée sur l'ennemi à une approche mixte qu'après avoir réalisé qu'ils étaient proches de la défaite. Au niveau tactique, surtout dans l'emploi des forces spéciales, le processus d'apprentissage et d'adaptation a été exemplaire. En revanche, au niveau opératif stratégique et politique, il a été plus lent qu'il n'aurait dû l'être.

Pendant toute la durée de la campagne, les États-Unis ont apporté une assistance au gouvernement philippin sous la forme de fonds, d'équipements, de formation et de conseillers, mais ils n'ont jamais déployé de troupes de combat. La présence américaine était visible, mais comme aucun Américain n'était directement impliqué dans le combat, leur influence n'a pas porté préjudice à la légitimité du gouvernement, comme c'est souvent le cas lorsque ce dernier doit s'en remettre à un appui militaire étranger. En conséquence, le transfert rapide des responsabilités aux forces locales n'a pas été un problème aux Philippines.

Le ministre de la Défense Magsaysay en compagnie du conseiller américain Edward Lonsdale.

Module 2.3 Paradoxes de la contre-insurrection

Description

L'environnement des opérations de la contre-insurrection est très complexe, mais il diffère des guerres traditionnelles en cela qu'il exige un autre mode de pensée. Les paradoxes présentés ci-dessous sont des exemples de la mentalité particulière nécessaire au succès des unités militaires en contre-insurrection. Ces paradoxes ont pour but de stimuler la réflexion des personnes chargées de mener une contre-insurrection. Ils ne sont pas applicables dans tous les cas et la liste elle-même n'est pas exhaustive.

1) Parfois, plus les forces se protègent, moins elles sont en sécurité.

2) Plus la force est utilisée, moins elle risque d'être efficace.

3) Plus l'opération de contre-insurrection est réussie, moins il vous faudra utiliser la force, et plus les risques à accepter seront grands.

4) Une tactique qui fonctionne aujourd'hui pourrait être inefficace demain ; de même, une tactique fonctionnant dans un environnement donné pourrait ne pas fonctionner dans un autre.

5) Le succès tactique seul ne garantit rien.

6) Ne rien faire est parfois la meilleure réaction.

7) Certaines des armes les plus efficaces des contre-insurgés sont totalement pacifiques.

8) Souvent, il vaut mieux des actions modérément bien exécutées par le pays hôte, que des actions parfaitement menées par des forces de sécurité externes.

Acquis d'apprentissage

1) Identifier les limitations des TTP de la guerre conventionnelle en contre-insurrection et relever les contradictions entre les divers principes de contre-insurrection

2) Expliquer les avantages et les risques qu'impliquent d'évoluer au sein de la population, par rapport à des politiques de protection des forces trop restrictives

3) Identifier les effets potentiels des dommages collatéraux et les moyens d'éviter la force excessive et les dommages collatéraux tout en maintenant la sécurité

4) Décrire les raisons pour lesquelles les succès militaires doivent être associés à des mesures économiques, sociales et politiques

5) Expliquer les conséquences potentielles d'une réaction excessive de la part des contre-insurgés face aux provocations des insurgés

6) Décrire l'importance du développement des capacités du pays hôte et les avantages du transfert de responsabilités aux forces du pays hôte

Pistes à explorer

a) Quelles sont les conséquences possibles si l'on ignore les paradoxes de la contre-insurrection ?

b) Comment les contre-insurgés peuvent-ils apprendre à déterminer le niveau de force approprié nécessaire dans une situation donnée ?

c) Comment un commandant peut-il inculquer de la retenue à ses subordonnés ?

d) Quelles conséquences peut avoir le maintien des mêmes règles d'engagement lorsque la situation sécuritaire s'améliore ?

e) Comment les actions tactiques (réussies ou non) peuvent-elles affaiblir ou soutenir les visées politiques du pays hôte ?

f) Comment les forces contre-insurrectionnelles peuvent-elles éviter de réagir de façon excessive aux provocations des insurgés et retourner ces provocations contre les insurgés ?

g) Comment peut-on conduire des activités non cinétiques dans un environnement non sécurisé ?

h) Quels risques encourent des forces contre-insurrectionnelles étrangères opérant sans les informations et la contribution du gouvernement du pays hôte ?

i) Quelles capacités et institutions le pays hôte doit-il développer en priorité pour reprendre les rênes de la contre-insurrection ?

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

ANDERSON Joseph, « A Synchronized Approach to Population Control » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader II*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2008, pages 145 à 147. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/243/rec/7

CHICARELLI Peter, « Winning the Peace: The Requirement for Full-Spectrum Operations » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2006, pages 13 à 26. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/418/rec/7

COFFEY Ross, « Revisiting CORDS: The need for Unity of Effort to Secure Victory in Iraq » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2006, pages 92 à 102. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/418/rec/7

DEFRANCISCI Leonard, « Money as a Force Multiplier in COIN » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader II*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2008, pages 177 à 186. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/243/rec/7

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, *Insurgencies and Countering Insurgencies*, Department of the Army, Washington D.C., 2014, pages 1-26 à 1-28. https://fas.org/irp/doddir/army/fm3-24.pdf

GREER James, « Operation Knockout: Counterinsurgency in Iraq » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2006, pages 41 à 44. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/418/rec/7

MCFATE Montgomery, « The Object Beyond War: Counterinsurgency and the Four Tools of Political Competition » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader,* Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2006, pages 56 à 69. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/418/rec/7

PETRAEUS David, « Learning Counterinsurgency: Observations from Soldiering in Iraq » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2006, pages 45 à 55. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/418/rec/7

SKELTON Ike, « America's Frontier Wars: Lessons for Asymmetric Conflicts » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader II*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2008, pages 2 à 7. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/243/rec/7

STANTON Paul, « Unit Immersion in Mosul: Establishing Stability in Transition » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2006, pages 169 à 179. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/418/rec/7

WILSON Gregory, « Anatomy of a Successful COIN Operation: OEF-Philippines and the Indirect Approach » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader II*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2008, pages 38 à 48. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/243/rec/7

ZEYTOONIAN Dan, « Intelligent Design: COIN and Intelligence Collection and Analysis » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2006, pages 188 à 195. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/418/rec/7

Paradoxes de la contre-insurrection aux Philippines

(Les paragraphes suivants illustrent quelques-uns des paradoxes COIN observés lors de l'insurrection des Huks. La documentation contient d'autres exemples.)

2. Plus la force est utilisée, moins elle risque d'être efficace.

Au début du conflit, les forces de sécurité ont pénétré des territoires peu familiers, les armes à la main, à l'image d'une force d'occupation dans un pays ennemi. Elles ont souvent considéré la population locale comme un adversaire potentiel. Lorsqu'elles parvenaient à engager les forces Huk, elles ont adopté des tactiques conventionnelles impliquant une puissance de feu importante, ce qui a provoqué des dommages collatéraux au sein de la population civile. Ces pratiques ont aliéné la population, la poussant à soutenir les Huks et aggravant ainsi une situation déjà délicate pour les forces armées.

3. Plus l'opération de contre-insurrection est réussie, moins il vous faudra utiliser la force, et plus les risques à accepter seront grands.

Certaines opérations ont été tout particulièrement efficaces contre les Huks. Des petites équipes des forces de sécurité entraînées à imiter l'aspect, le langage et le comportement des guérilleros sont parvenues à s'infiltrer dans les zones contrôlées par ceux-ci. Elles recueillaient des renseignements, entraient en contact avec les forces Huk, les engageaient et appelaient des unités plus importantes en renfort pour tuer ou capturer les survivants. Les équipes des forces spéciales ont obtenu des succès opérationnels bien supérieurs à leur puissance de feu et à la taille de leur unité.

4. Une tactique qui fonctionne aujourd'hui pourrait être inefficace demain ; de même, une tactique fonctionnant dans un environnement donné pourrait ne pas fonctionner dans un autre.

Les informations sur la nature des équipes des forces spéciales ont été rapidement diffusées parmi les unités Huk. Pour rester efficaces, les détails tactiques, les cibles et les zone d'intervention devaient constamment changer. Les forces de sécurité ont conservé une longueur d'avance sur les Huks et certaines unités des forces spéciales (Nenita, X-Force, Charlie Company) sont passées maîtres dans l'art de la dissimulation. Elles pouvaient se fondre dans n'importe quel environnement, de la jungle aux communautés rurales ou aux grands bidonvilles.

7. Certaines des armes les plus efficaces des contre-insurgés sont totalement pacifiques.

L'emploi des forces armées à des tâches non militaires (projets de travaux publics, cliniques mobiles, sécurité lors des élections nationales) et la mise en place de programmes gouvernementaux destinés à répondre aux principaux motifs d'insatisfaction de la population (propriété foncière et pauvreté) ont affaibli le soutien populaire des Huks bien plus rapidement que les victoires sur le champ de bataille.

Luis Taruc, un leader HUK haranguant la foule lors d'un rassemblement.

Bloc 3 Environnement des opérations

Description

L'OTAN définit l'environnement des opérations comme « l'ensemble des conditions, circonstances et influences qui agissent sur l'emploi des capacités et qui ont des incidences sur les décisions du commandant. »

Les tâches militaires conventionnelles, par exemple la défaite d'autres forces conventionnelles ou la capture d'une zone, sont généralement limitées aux engagements entre forces en présence. Dans les environnements des opérations classiques, les commandants s'attachent surtout aux tactiques, au déploiement des forces, à la capacité à concentrer et déplacer leurs tirs, ainsi qu'à la capacité à soutenir et déplacer leurs forces. Les civils ne sont nullement pris en considération ou sont considérés comme un obstacle ou une aide au déplacement des forces et de l'approvisionnement. En contre-insurrection, l'environnement des opérations est beaucoup plus complexe et exige de prendre en compte les populations civiles et d'interagir avec elles. Dans un environnement COIN, un commandant ne « remporte pas la victoire » lorsqu'il prend le contrôle du terrain ou met une armée ennemie en déroute. Au contraire, son travail ne fait que commencer. Un commandant qui n'analyse pas et ne prend pas en compte l'environnement des opérations aura vite lieu de considérer cet environnement lui-même comme un ennemi.

Les commandants doivent gérer l'environnement des opérations tel qu'il se présente à eux, pas celui qu'ils souhaiteraient avoir. Des stratégies et tactiques efficaces dans un environnement donné peuvent être contre-productives dans un autre. Les commandants et les chefs doivent être perpétuellement conscients des changements et des variations de l'environnement des opérations et s'adapter en conséquence. Ce bloc présente l'évaluation et la classification de l'environnement des opérations de la contre-insurrection et l'impact des facteurs de cet environnement sur une opération de contre-insurrection.

Acquis d'apprentissage

1) Identifier les éléments d'un État stable et les appliquer à un contexte contre-insurrectionnel

2) Identifier les éléments d'instabilité d'un État et les appliquer à un contexte contre-insurrectionnel

3) Définir et analyser l'environnement des opérations

4) Identifier les composants de l'environnement des opérations et les appliquer à un contexte contre-insurrectionnel

Méthode d'apprentissage et évaluation

Les méthodes d'enseignement/apprentissage peuvent inclure des interventions par des experts, des séminaires, des discussions, des débats, des études de cas, des lectures et des simulations en classe.

Les apprenants doivent être évalués sur la base de leur participation aux activités en classe, notamment les discussions et les débats suivis par des travaux écrits ou des tests de connaissance.

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

British Army Field Manual, Volume 1 Part 10, « Countering Insurgency », Warminster, 2009. http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/pdfs/16_11_09_army_manual.pdf

Casebook on Insurgency and Revolutionary Warfare, Volume II, United States Army Special Operations Command, 2013. https://fas.org/irp/agency/army/casebookv2.pdf

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, *Counterinsurgency*, Department of the Army, Washington, D.C., 2006. http://usacac.army.mil/cac2/Repository/Materials/COIN-FM3-24.pdf ou http://everyspec.com/ARMY/FM-Field-Manual/FM_3-24_15DEC2006_13424/

Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2006. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/418/rec/7

Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader II, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2008. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/243/rec/7

Module 3.1 Éléments d'un État stable

Description

Un État, à son niveau le plus élémentaire, est une organisation politique qui exerce un contrôle légitime sur un ensemble défini de territoires. Les États plus forts exercent un contrôle accru et peuvent assurer un plus grand nombre de services, notamment la sécurité et l'enseignement. Un État stable est le produit de l'interaction entre la sécurité, le développement économique et des infrastructures, la gouvernance et l'état de droit. Les États fragiles éprouvent des difficultés à contrôler leur territoire et à fournir des services à leurs citoyens.

Il est essentiel de bien appréhender les éléments d'un État stable pour comprendre une insurrection, car c'est l'échec de ces éléments qui conduisent à celle-ci. Lorsqu'un État n'est plus capable de gouverner l'ensemble de son territoire souverain, il risque d'attirer des militants irréguliers qui voient là l'occasion de poursuivre leurs visées en échappant au contrôle du gouvernement. Le facteur clé de la gouvernance d'un État est la relation entre gouvernants et gouvernés. Dans la plupart des cas, si cette relation se dégrade, le gouvernement risque d'être remis en cause, ce qui peut parfois conduire à des activités irrégulières.

Un État stable est défini par les critères suivants :

Sécurité. La sécurité est un thème vaste qui recouvre de nombreux domaines. Elle est définie comme le droit de vivre à l'abri du besoin, de la persécution et de la peur. La sécurité n'a qu'une seule limite : l'ambition humaine. Ainsi, l'enseignement peut être considéré comme un aspect de la sécurité. La sécurité inclut les composants suivants :

- La sécurité humaine est la sécurité des personnes et de leur culture, dont le droit d'être à l'abri des attaques physiques et d'une domination étrangère. Elle couvre la satisfaction des besoins essentiels de la population, notamment la nourriture et l'eau.
- La sécurité personnelle désigne l'aspect de la sécurité qui protège les individus contre les attaques et la violence systémique.
- La sécurité nationale correspond à la définition classique de la sécurité et désigne la capacité des États à exercer leur souveraineté.
- La sécurité physique est le composant de la sécurité nationale visant à protéger l'infrastructure et les installations critiques.

Développement économique et des infrastructures. Ce critère de stabilité désigne l'infrastructure physique et économique nécessaire pour satisfaire les besoins et les attentes de la population. Comme les attentes sont différentes d'une population à l'autre, elle varie selon la région du monde concernée. Le développement doit être adapté à l'environnement des opérations et constamment réévalué pour s'assurer qu'il est toujours adéquat et approprié.

Gouvernance et état de droit. La population attend des structures d'un État stable qu'elles puissent résoudre les problèmes de façon impartiale, ou tout au moins prévisible. Qu'elles soient juridiques, gouvernementales, sociales ou tribales, ces structures doivent être communes, reconnues comme étant légitimes et produire des résultats prévisibles dans chaque groupe de population. Cette prévisibilité contribue au sentiment de sécurité dans l'exercice de la justice.

Relations sociétales. Les trois éléments ci-dessus représentent les compétences d'un État stable. En revanche, les relations sociétales déterminent si l'État est stable. Si les éléments sont présents, mais qu'ils ne sont pas globalement en phase avec les relations sociétales, l'État est instable.

Règlement politique durable et largement accepté. Dans un État stable, les éléments de l'État sont réunis de manière conforme aux relations sociétales, puis institutionnalisés à la suite d'un règlement politique. Ce règlement donne force de loi et un pouvoir étatique aux relations sociétales ; il fait donc progresser les éléments de l'État d'une manière acceptable par tous au sein de l'État. En l'absence des autres éléments, le règlement politique ne fonctionne pas.

Tous ces éléments interagissent entre eux et sont tous indispensables à la stabilité. La rupture de l'un des éléments peut conduire à l'instabilité et à l'insurrection.

Objectifs d'apprentissage

1) Définir les critères d'un État stable

2) Évaluer l'importance d'un État stable pour la contre-insurrection

Pistes à explorer

a) Quels éléments d'un État stable sont les plus importants dans un contexte contre-insurrectionnel donné ?

b) Comment les forces de sécurité peuvent-elles aider un gouvernement à améliorer ou fragiliser les éléments d'un État stable ?

c) Une insurrection peut-elle exister dans un État stable ?

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Counterinsurgency, Department of the Army, Washington D.C., 2006, pages 2-1 à 2-4. http://usacac.army.mil/cac2/Repository/Materials/COIN-FM3-24.pdf ou http://everyspec.com/ARMY/FM-Field-Manual/FM_3-24_15DEC2006_13424/

Module 3.2 Éléments d'instabilité d'un État

Description

Si l'un des éléments d'un État est dégradé ou fragilisé par la corruption, une attaque externe, une catastrophe naturelle ou tout autre facteur, les autres éléments de l'État peuvent alors s'éroder et fragiliser le règlement politique et la légitimité de l'État. Lorsque le règlement politique est dégradé et la légitimité de l'État affaiblie, les conditions sont réunies pour une insurrection.

Les facteurs d'instabilité varient et ont tendance à émerger ensemble plutôt que de façon isolée. Toutefois, un seul facteur, pour autant qu'il soit suffisamment important, peut déstabiliser tout un État. Les conditions ont tendance à empirer jusqu'à ce qu'elles soient globalement résolues.

Facteurs d'instabilité de l'État :

Facteurs économiques. Ces facteurs peuvent entraîner une fragilité, voire un effondrement, de l'économie qui complique la gouvernance de l'État et crée un climat propice à une montée insurrectionnelle. L'effondrement économique est généralement accompagné par la dégradation ou la destruction de l'infrastructure, l'essor des marchés noirs et, parallèlement, l'incapacité du gouvernement à percevoir des recettes, ce qui augmente le chômage et la dépendance envers l'aide ainsi qu'une vulnérabilité aux événements humanitaires, comme une catastrophe naturelle.

Fragilité de l'État. L'aspect le plus courant de la fragilité d'un État est la corruption ou le manque d'efficacité, qui est presque toujours présent dans les gouvernements en prise avec une insurrection et sape la fonction élémentaire d'un État. Une rupture dans la légitimité sociale ou étatique potentiellement due à des facteurs gouvernementaux ou sociaux, par exemple la domination du gouvernement par un groupe ethnique ou social, est un autre facteur contribuant à la fragilisation de l'État. Enfin, un État où d'autres groupes, tels des clans ou des milices, ont recours à la force d'une manière acceptée par une partie de la population est un État fragile, facilement déstabilisé par une insurrection.

Désintégration sociale ou fragmentation nationale. Si les citoyens d'un État voient leurs systèmes sociaux remis en cause ou détruits, ou si l'État se définit lui-même en termes nationaux ou ethniques, il est mûr pour une insurrection.

Si ces facteurs sont présents, le règlement politique à la base de l'État est sous contrainte. L'État devient vulnérable à une insurrection. Les puissances étrangères cherchant à soutenir une insurrection trouveront un terrain propice dans un pays dont le règlement politique est défaillant.

Objectifs d'apprentissage

1) Définir les facteurs d'instabilité de l'État

2) Évaluer l'importance de l'instabilité de l'État en contre-insurrection

Pistes à explorer

a) Quels facteurs d'instabilité de l'État sont les plus importants dans un contexte contre-insurrectionnel donné ?

b) Comment un gouvernement peut-il limiter ou exacerber les facteurs d'instabilité de l'État ?

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

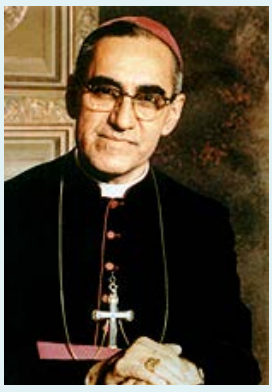
FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Counterinsurgency, Department of the Army, Washington D.C., 2006, pages 1-2 à 1-19. http://usacac.army.mil/cac2/Repository/Materials/COIN-FM3-24.pdf ou http://everyspec.com/ARMY/FM-Field-Manual/FM_3-24_15DEC2006_13424/

L'insurrection en El Salvador (1980-1992)

(Cette vignette explique de quelle façon les facteurs d'instabilité de l'État ont nourri l'insurrection.)

En 1980, l'El Salvador était l'un des États les plus sous-développés au monde, d'un point de vue économique et politique. Une élite minoritaire contrôlait la plupart des structures gouvernementales et l'économie. L'agriculture reposait essentiellement sur les grandes plantations ou l'agriculture de subsistance, dans le pays le plus densément peuplé de l'Amérique centrale. Dans les années 1930, l'El Salvador connut une tentative de révolution qui fut brutalement réprimée et fit plus de 10 000 morts. Cette répression très dure est connue dans le pays sous le nom de « la Matanza » (le massacre). Les élections organisées en 1972 et 1977 ont été considérées par beaucoup comme truquées. Face à une telle situation, un nombre croissant de Salvadoriens ont vu leur gouvernement comme un instrument d'oppression qu'il fallait renverser. Seule une petite élite défendait l'État tel qu'il fonctionnait en 1980.

Dans la foulée des élections truquées, l'opposition de gauche a estimé qu'il n'existait aucune possibilité de changement au sein du système politique en place et s'est donc tournée vers une action violente. Dans le même temps, le pays a connu une récession économique importante, qui s'est accompagnée d'une poussée du chômage et d'une flambée des prix dans tout le pays. Lors de pourparlers organisés à Cuba, la Russie et Cuba, conscients de l'opportunité représentée par El Salvador, ont réuni les mouvements de gauche sous la bannière d'un seul parti révolutionnaire. En mars 1980, l'archevêque Óscar Romero, ardent défenseur des réformes et de la justice sociale, fut assassiné en pleine messe par un escadron de la mort de la droite. Cet assassinat a marqué la fin des tentatives de protestation légitimes dans le règlement politique salvadorien et conduit le pays à une guerre civile totale.



L'archevêque Óscar Romero, dont l'assassinat en 1980 a conduit le pays à une véritable guerre civile.

Module 3.3 Composants et analyse de l'environnement des opérations

Description

En contre-insurrection, les facteurs variables de l'environnement des opérations sont ceux que l'État, les forces de sécurité et les insurgés doivent prendre en considération. Ces facteurs ont une incidence sur les plans civils et militaires et, dans certains cas, les façonnent. Un gouvernement ou un commandant ingénieux, chanceux ou doté de moyens importants peut être en mesure de modifier certains de ces facteurs, mais tous doivent être pris en compte.

Les composants de l'environnement des opérations sont tous liés entre eux. Pour être efficaces, les opérations doivent les prendre en considération. Une approche globale et complète est indispensable dans l'élaboration des plans et des programmes. Il est peu probable que le succès dans un domaine déteigne sur un autre. Par contre, un échec répété dans un domaine risque de décrédibiliser la réussite d'un autre.

Composants de l'environnement des opérations

Une approche doctrinale commune à la compréhension de l'environnement des opérations consiste à regrouper ses composants sous l'acronyme PMESII (Politique, Militaire, Économique, Social, Infrastructure, Information). Ces composants peuvent être subdivisés comme suit.

Environnement politique. L'étude de la guerre classique se concentre sur les motifs politiques et la résolution d'un conflit militaire. Il s'agit sans doute du facteur le plus connu des militaires. Dans un environnement contre-insurrectionnel, les forces de sécurité n'ont pas nécessairement reçu mandat de la population pour être présentes et opérer au sein de celle-ci. L'absence d'un tel mandat est généralement due à une situation politique dans laquelle certains éléments de la population estiment que le gouvernement et tous ceux qui les soutiennent ne jouissent pas de la légitimité requise. Si cette absence de légitimité n'est pas résolue par des réformes, les actions militaires risquent d'échouer.

Environnement humain. L'environnement humain est, à de nombreux égards, le facteur le plus complexe de l'environnement des opérations. Déjà multiple et fractionné au départ, l'environnement humain est encore plus fragmenté depuis la révolution des technologies de communication. Il peut être façonné par la propagande, par des actions létales et non létales, par les médias et par les relations interpersonnelles. Pour simplifier l'analyse, il est préférable de diviser l'environnement humain en quatre groupes :

- Sympathisants. Ce groupe soutient généralement le gouvernement plutôt que l'insurrection. Toutefois, ses motivations peuvent être différentes de celles du gouvernement. Ainsi, il peut être plus intéressé par la domination ethnique ou l'enrichissement personnel que par une gouvernance efficace.
- Neutres. Ce groupe ne soutient activement aucune des parties au conflit, mais par son assentiment actif ou passif, il peut détenir les clés de la victoire. Tant les insurgés que les forces gouvernementales cherchent à attirer les neutres dans leur camp.
- Opposants. En règle générale, ce groupe ne soutient pas le gouvernement, mais ne désire pas lutter activement contre lui. Les gouvernements doivent chercher à attirer ce groupe dans leur camp et à l'éloigner des insurgés. Les rebelles trouvent généralement refuge au sein de ce groupe. Toute mesure gouvernementale inepte prise à l'encontre du groupe d'opposition sera contre-productive et ne fera que le rapprocher des insurgés.
- Hostiles. Ce groupe comprend les combattants actifs et leurs partisans déclarés. Dans certains cas, il est possible de les rallier à la cause gouvernementale, mais l'entreprise sera très difficile et demandera du temps.

Les commandants et les autorités jouent un rôle majeur dans l'environnement humain. Les mobiliser, les convaincre et les rallier aura un impact considérable sur l'environnement humain. La culture fait également partie de l'environnement humain. Les commandants doivent prendre en compte les considérations culturelles et, le cas échéant, modifier leurs forces et pratiques pour réussir.

Environnement physique. Des villes densément peuplées ou des territoires désertiques disposant de peu de ressources en eau et nourriture sont autant de considérations exigeant une intervention civile et militaire dans un environnement COIN. Si les besoins de la population ne sont pas satisfaits, soit par manque d'infrastructure, soit en raison d'un environnement difficile, la probabilité de faillite de l'État augmente. Une désertification croissante, associée à un gouvernement inefficace et à une solution inadaptée à la désertification sont cités comme causes sous-jacentes de l'insurrection yéménite.

Environnement de sécurité. L'environnement de sécurité ne se limite pas à la police du pays hôte. Il inclut aussi les acteurs militaires des forces étrangères, les forces de sécurité et les forces de sécurité privées, notamment les agents de sécurité privés souvent engagés pour garder les mines et les installations pétrolières dans les pays en développement. Comme ces forces se comportent avec des degrés divers de

professionnalisme et d'éthique, elles représentent souvent une partie du problème lors d'une insurrection.

Environnement informationnel. Cet aspect de l'environnement des opérations est incontestablement celui qui évolue le plus rapidement. Grâce à la technologie, il est désormais possible de collecter et de diffuser l'information depuis et vers tous les endroits du monde. Toute personne ayant accès à Internet peut désormais s'exprimer sur ce moyen de communication, même si ses opinions versent dans l'extrême ou sont très éloignées des normes internationales. Les commandants militaires n'ont plus le loisir d'imposer les messages communiqués à la population par le contrôle de la presse écrite et de quelques stations de radio. Dans l'environnement COIN moderne, les chefs militaires doivent élargir leurs centres d'intérêt pour inclure les médias internationaux et être prêts à répondre et à contrer énergiquement les messages issus d'un large éventail de sources.

Environnement économique. La plupart des pays confrontés à des insurrections présentent également une grande disparité économique. Les insurgés recrutent souvent leurs militants parmi la population démunie, tandis que l'on retrouve souvent les nantis parmi les partisans du gouvernement. Même si, en général, cette situation ne date pas d'hier et échappe au contrôle des commandants, elle doit être prise en compte dans le plan COIN global dès lors que celui-ci doit prévoir des mesures et des plans de développement.

Tous ces facteurs sont liés et un échec dans un domaine conduit souvent à un échec dans les autres. Les commandants ne peuvent pas compartimenter leur action s'ils veulent être efficaces. Ils doivent être capables de recentrer rapidement leurs efforts d'un facteur à l'autre.

Objectifs d'apprentissage

1) Définir les composants de l'environnement des opérations COIN

2) Évaluer la pertinence des composants de l'environnement des opérations dans une contre-insurrection

3) Comparer les multiples éléments de l'environnement des opérations dans différentes situations COIN

4) Analyser l'environnement des opérations d'une contre-insurrection

Pistes à explorer

a) Quels composants de l'environnement des opérations sont les plus importants dans un contexte contre-insurrectionnel ?

b) Comment un gouvernement ou des forces de sécurité peuvent-ils identifier le composant le plus important d'un environnement des opérations ? Comment peuvent-ils exploiter au mieux ces connaissances ?

c) Qu'entend-on par environnement des opérations dans un contexte contre-insurrectionnel ? En quoi diffère-t-il d'un environnement des opérations militaire classique ? En quoi diffère-t-il d'un contexte de paix ?

d) Quel est l'impact de l'environnement des opérations sur la contre-insurrection ? Un commandant peut-il façonner l'environnement des opérations en sa faveur ?

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Counterinsurgency, Department of the Army, Washington D.C., 2006, pages 1-2 à 1-28. http://usacac.army.mil/cac2/Repository/Materials/COIN-FM3-24.pdf ou http://everyspec.com/ARMY/FM-Field-Manual/FM_3-24_15DEC2006_13424/

L'insurrection en El Salvador (1980-1992)

(Cet exemple explique comment les mesures adoptées dans les différents domaines de l'environnement des opérations ont permis de stabiliser la situation dans le pays.)

Véritable guerre par procuration entre Soviétiques et Américains qui soutenaient chacun leur camp, le conflit salvadorien a duré plus de dix ans. Aucune des deux parties n'a réussi à remporter seule une victoire décisive. En 1992, elles sont finalement parvenues à un règlement pacifique qui a nécessité une réforme politique et économique de grande envergure. Le principal mouvement guérillero, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a participé au processus politique réformé en tant que parti politique non violent (et est depuis lors le parti du gouvernement). Parallèlement, des réformes foncières et économiques ont été entreprises pour parvenir à une entente politique, économique et sociale plus équitable, à la base d'un nouveau règlement politique. Bien qu'El Salvador reste un pays fragile et pauvre, il n'est plus caractérisé par la violence politique.

.

Combattants de l'Armée populaire révolutionnaire, une branche du FMLN.

Bloc 4 Préparation de l'environnement par le renseignement

Description

Quel que soit l'axe de travail, une opération de contre-insurrection efficace doit être préparée en s'appuyant sur des renseignements précis, fiables et fournis en temps opportun, qui sont recueillis et analysés au plus bas échelon possible et diffusés à l'ensemble de la force. En raison du caractère disparate des opérations de contre-insurrection, les actions des contre-insurgés représentent une source essentielle de renseignement. Ainsi se met en place un cycle au cours duquel les opérations produisent du renseignement, qui est ensuite utilisé pour la conduite des opérations suivantes. Les rapports transmis par les patrouilles, les collaborateurs diplomatiques ainsi que des organisations civiles gouvernementales et non gouvernementales revêtent souvent une importance plus grande que les rapports des services de renseignement spécialisés. Comme la COIN se concentre beaucoup sur la population, qu'il s'agisse d'activités politiques et économiques ou d'actions militaires normales, la recherche de renseignement se rapproche davantage de l'analyse sociale et de l'anthropologie que du renseignement militaire standard. Elle exige d'apprendre de nouvelles techniques de recherche et d'analyse d'informations, mais aussi d'acquérir de nouvelles compétences pour interpréter les résultats, puis les appliquer de manière à optimiser les campagnes de contre-insurrection. La priorité n'est pas uniquement donnée à l'ennemi, il faut aussi recueillir des informations sur la population locale ainsi que sur le gouvernement et les forces de sécurité du pays hôte. Les contre-insurgés doivent être conscients des caractéristiques et des visées de tous les acteurs dans cet environnement complexe. Ce bloc propose plusieurs vignettes issues des lectures pour illustrer et mieux comprendre le rôle joué par le renseignement dans la préparation de l'environnement.

Acquis d'apprentissage

1) Identifier les aspects uniques de la recherche de renseignement en contre-insurrection

2) Analyser les aspects culturels et sociaux d'une société

3) Décrire la composition et les vulnérabilités des réseaux humains

4) Évaluer les approches d'insurrection, les vulnérabilités et les motifs d'insatisfaction

5) Identifier les sources, les avantages et les inconvénients des divers types de renseignement

Méthode d'apprentissage et évaluation

Les méthodes d'enseignement/apprentissage peuvent inclure des interventions par des experts, des séminaires, des discussions, des débats, des études de cas, des lectures et des simulations en classe.

Les apprenants doivent être évalués sur la base de leur participation aux activités en classe, notamment les discussions et les débats suivis par des travaux écrits ou des tests de connaissance.

Références

ATP 3.4.4.1 Orientations sur l'exécution d'activités militaires tactiques dans le cadre de la contre-insurrection, Agence OTAN de normalisation, Bruxelles, 2013.

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, *Counterinsurgency*, Department of the Army, Washington, D.C., 2006. http://usacac.army.mil/cac2/Repository/Materials/COIN-FM3-24.pdf ou http://everyspec.com/ARMY/FM-Field-Manual/FM_3-24_15DEC2006_13424/

KILCULLEN David, « Intelligence » in *Understanding Counterinsurgency: Doctrine, Operations, and Challenges*, édité par T. Rid et T. Keaney, Routledge, New York et Londres, 2010, pages 141-159.

Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2006. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/418/rec/7

Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader II, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2008. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/243/rec/7

Module 4.1 Nature unique du renseignement dans la contre-insurrection

Description

La contre-insurrection est une activité déterminée par le renseignement. Toutefois, le renseignement nécessaire à la COIN est très différent de celui utilisé dans le cadre d'opérations militaires conventionnelles. En contre-insurrection, la fonction renseignement a pour but de faciliter la compréhension de l'environnement des opérations et plus particulièrement de la population, du pays hôte et des insurgés. Les commandants ont besoin d'un renseignement précis pour résoudre les problèmes qui motivent l'insurrection. Le succès en contre-insurrection dépend également d'activités menées dans d'autres axes de travail que celui des opérations de combat, d'où les besoins en informations très complexes qui en résultent. Ce module a pour but d'aider les apprenants à mieux cerner ces besoins complexes en informations, ainsi que les raisons pour lesquelles il est difficile de s'y adapter.

Objectifs d'apprentissage

1) Analyser l'importance de la fonction renseignement en contre-insurrection
2) Comparer les besoins de renseignement d'une guerre conventionnelle et ceux de la contre-insurrection
3) Lister les préjugés qui entravent le recueil de renseignement nécessaire pour les forces de contre-insurrection
4) Expliquer comment atténuer ou surmonter ces préjugés

Pistes à explorer

a) Pourquoi, en contre-insurrection, le renseignement efficace est-il principalement axé sur l'humain ?

b) Les services de renseignement militaires sont-ils confrontés à une problématique unique dans la recherche de renseignement utile pour la contre-insurrection ?

c) En quoi les rotations des unités légères entravent-elles la conduite d'une contre-insurrection ?

d) Quels aspects de la production de renseignement pour les guerres conventionnelles s'appliquent aussi à la COIN ?

Références/lectures

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Counterinsurgency, Department of the Army, Washington D.C., 2006, paragraphes 3-1 à 3-6, 3-12 à 3-14. http://usacac.army.mil/cac2/Repository/Materials/COIN-FM3-24.pdf ou http://everyspec.com/ARMY/FM-Field-Manual/FM_3-24_15DEC2006_13424/

GELDER Laura et al., « COIN Operations and Intelligence Collection and Analysis » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2006, pages 188 à 195. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/418/rec/7

KILCULLEN David, « Intelligence » in *Understanding Counterinsurgency: Doctrine, Operations, and Challenges*, édité par T. Rid et T. Keaney, Routledge, New York et Londres, 2010, pages 141-159.

Le renseignement en Irak

(Lors des premières opérations en Irak, le renseignement américain était souvent moins bon que celui recueilli par les services locaux, bien mieux informés.)

En août 2006, des officiers du renseignement chevronnés du Corps des Marines en poste dans la province d'Al-Anbar en Irak rendent un rapport très pessimiste sur la lutte contre les forces insurrectionnelles. Dans leur conclusion, ils notent que l'armée américaine ne peut rien faire pour améliorer la situation politique et sociale et que les États-Unis ont, de fait, perdu la guerre à Al-Anbar. Toutefois, au début de l'année suivante, le renseignement militaire irakien rend une évaluation totalement à l'opposé, puisqu'elle prédit que les tribus locales sont sur le point de se révolter contre les insurgés et que la situation va connaître sous peu une amélioration radicale. C'est précisément ce qui s'est passé.

L'appréciation incorrecte des Américains est basée sur du renseignement technique et une interprétation erronée des facteurs socio-culturels de la province ; en revanche, le pays hôte s'est fondé sur des sources de renseignement humain et une meilleure compréhension des réalités sociales, politiques, culturelles et économiques de la province d'Al-Anbar. En contre-insurrection, le renseignement a besoin d'autres sources et d'un processus d'analyse différent que d'autres opérations militaires plus conventionnelles. Les forces du pays hôte ont généralement un plus grand avantage à cet égard.

Soldat américain recueillant du renseignement auprès des habitants de la région et des organisations humanitaires civiles.

Module 4.2 Considérations civiles et facteurs socio-culturels

Description

En ce qui concerne le renseignement, la première étape de la préparation de l'environnement vise à définir l'environnement des opérations. La deuxième consiste à décrire les effets de l'environnement. En contre-insurrection, cela revient à analyser une série de considérations civiles reprises dans la grille ASCOPE (zones, structures, capacités, organisations, population et événements). La catégorie la plus importante est la population, qui possède ses propres sous-catégories : société, structure sociale, culture, langue, pouvoir, autorité et intérêts. Pour mener à bien la contre-insurrection, il est indispensable d'appréhender parfaitement toutes ces complexités sociales et culturelles. Il est nécessaire de recueillir des informations pour préparer correctement la contre-insurrection sur le théâtre des opérations, ce qui consiste notamment à déterminer les principaux problèmes favorisant et alimentant l'insurrection.

Objectifs d'apprentissage

1) Appliquer la grille ASCOPE pour décrire les considérations civiles d'une société sur un théâtre contre-insurrectionnel

2) Expliquer comment cartographier le terrain humain d'une zone

3) Décrire les principaux aspects culturels et sociaux d'un théâtre d'opérations de contre-insurrection

4) Décrire les principaux aspects politiques et économiques d'un théâtre d'opérations de contre-insurrection

Pistes à explorer

a) Quelle est l'importance des perceptions populaires dans une campagne de contre-insurrection et comment les contre-insurgés peuvent-ils les cerner ?

b) Quelles techniques, par exemple des patrouilles, une force peut-elle employer pour cartographier le terrain humain ?

c) De quelle façon le rôle des femmes et des enfants influence-t-il une société ?

d) Quels motifs d'insatisfaction peuvent alimenter une insurrection ?

Références/lectures

ATP 3.4.4.1 Orientations sur l'exécution d'activités militaires tactiques dans le cadre de la contre-insurrection, Agence OTAN de normalisation, Bruxelles, 2013.

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Counterinsurgency, Department of the Army, Washington D.C., 2006, paragraphes 3-16 à 3-73, Tableau 3-1. http://usacac.army.mil/cac2/Repository/Materials/COIN-FM3-24.pdf ou http://everyspec.com/ARMY/FM-Field-Manual/FM_3-24_15DEC2006_13424/

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Counterinsurgency, Department of the Army, Washington D.C., 2006, paragraphes B-10 à B-27. http://usacac.army.mil/cac2/Repository/Materials/COIN-FM3-24.pdf ou http://everyspec.com/ARMY/FM-Field-Manual/FM_3-24_15DEC2006_13424/

MARR Jack et al., « Human Terrain Mapping: A Critical First Step in Winning the COIN Fight » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader II*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2008, pages 126 à 132. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/243/rec/7

Opérations psychologiques à Haïti

(Cette vignette illustre comment l'ignorance de la culture et de la langue locales ont failli faire échouer une opération.)

L'une des opérations psychologiques élaborée pour l'opération Uphold Democracy dans le but de stabiliser Haïti en 1994 illustre la nécessité d'une parfaite appréhension des perceptions sociétales et populaires dans de telles opérations. Avant le déploiement des forces américaines, des feuillets ont été préparés pour informer la population haïtienne des intentions américaines. La première version avait été imprimée en français, la langue de l'élite haïtienne.

Toutefois, après une révision tardive, le feuillet a finalement été publié en créole, la langue commune officielle d'Haïti, grâce à un membre mieux informé de l'équipe qui a réalisé la nécessité de toucher un public plus large. La distribution d'un tract en français aurait pu compromettre la mission américaine dans le pays à de nombreux égards. La majorité de la population aurait été incapable de lire le document. Dès lors, le déploiement ultérieur des forces américaines dans le pays aurait pu être perçu comme une intervention hostile. L'un des objectifs de la mission consistait à rétablir l'égalité dans la structure sociale haïtienne. Or, les Haïtiens auraient pu percevoir le tract en français comme un signe de favoritisme américain à l'égard de l'élite haïtienne, et l'initiative aurait donc eu l'effet opposé à celui recherché.

Exemple de tracts distribués à Haïti. De couleur bleue foncée, il présente en son centre le drapeau d'Haïti en couleur. Les drapeaux sont entourés de mots créoles signifiant « Démocratie - Force multinationale - Paix ». Une colombe blanche est représentée à droite.

Module 4.3 Analyse des réseaux

Description

Le combat entre insurgés et contre-insurgés est essentiellement une lutte entre réseaux humains. Aux relations traditionnelles sont venues s'ajouter les technologies de communication modernes qui rendent les réseaux plus complexes et plus réactifs, et confèrent un atout majeur aux utilisateurs de tels supports d'information. Les forces contre-insurrectionnelles doivent comprendre comment rechercher et exploiter ces relations ennemies, tout en créant et renforçant les leurs. La maîtrise des techniques d'analyse des réseaux peut permettre à un contre-insurgé de démanteler les organisations ennemies et de déjouer leurs plans et stratégies.

Objectifs d'apprentissage

1) Expliquer comment les réseaux d'insurgés se développent et évoluent

2) Décrire l'analyse des réseaux sociaux

3) Expliquer comment cibler et désorganiser les réseaux

4) Expliquer comment le renseignement civil et socio-culturel peut faciliter l'analyse des réseaux

Pistes à explorer

a) Comment les réseaux d'insurgés ont-ils évolué au fil du temps ?

b) Comment un contre-insurgé peut-il rechercher et exploiter des vulnérabilités au sein des réseaux ennemis ?

c) Comment l'analyse des réseaux sociaux a-t-elle contribué à la capture de Saddam Hussein en Irak ?

d) Comment les forces contre-insurrectionnelles établissent-elles et renforcent-elles leurs propres réseaux ?

Références/lectures

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Counterinsurgency, Department of the Army, Washington D.C., 2006, paragraphes B-29 à B-56. http://usacac.army.mil/cac2/Repository/Materials/COIN-FM3-24.pdf ou http://everyspec.com/ARMY/FM-Field-Manual/FM_3-24_15DEC2006_13424/

HAMMES Thomas, « Countering Evolved Insurgent Networks » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2006, pages 150 à 158. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/418/rec/7

RENZI Fred, « Networks: Terra Incognita and the Case for Ethnographic Intelligence » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2006, pages 180 à 187. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/418/rec/7

Capture de Saddam Hussein

(Cette vignette explique comment une analyse adéquate des réseaux sociaux a conduit à la capture de Saddam Hussein.)

La capture de l'ancien président irakien Saddam Hussein en décembre 2003 est le fruit d'un travail de longue haleine, soutenu par du renseignement recherché et analysé en continu. Chaque jour, de nouveaux éléments venaient compléter le tableau. Les informations brutes recueillies ont permis aux forces de la coalition d'identifier et de localiser un nombre croissant d'acteurs majeurs du réseau des insurgés — tant les membres très visibles comme Saddam Hussein que les acteurs de moindre importance qui entretenaient et soutenaient l'insurrection. Ce processus a produit des diagrammes très détaillés représentant la structure du dispositif de sécurité personnel de Saddam Hussein et les relations entre les individus identifiés.

Les analystes du renseignement et les commandants de la 4e Division d'infanterie ont passé l'été 2003 à produire des diagrammes de relations, afin de représenter toutes les personnes ayant un lien familial ou tribal avec Saddam Hussein. Ces diagrammes familiaux ont mené les contre-insurgés à l'échelon le plus bas, soit des membres de la tribu et de la famille de Saddam en qui il avait toute confiance et qui l'ont hébergé et aidé à se déplacer en zone rurale.

Pendant des jours et des mois, les forces de la coalition ont suivi le mode opératoire de l'ennemi. Les analystes ont identifié les tendances et les caractéristiques, passé à la loupe les tactiques ennemies et corrélé ces tendances aux noms et groupes figurant sur les cartes de suivi. Ce processus supposait de rectifier continuellement le modèle des réseaux et de déterminer constamment les données critiques manquantes. Plus tard dans l'année, une série d'opérations a produit une profusion de nouveaux renseignements sur l'insurrection et la localisation de Saddam. Les commandants ont ensuite conçu une série de raids pour capturer des membres et des chefs importants de l'ancien régime susceptibles de mener les contre-insurgés jusqu'à la cache de Saddam Hussein. Chaque mission a permis de glaner des informations supplémentaires qui aidaient à la préparation du raid suivant. Le cycle s'est poursuivi avec la capture des chefs de rang intermédiaire, ce qui a finalement conduit les forces de la coalition au cercle proche de Saddam Hussein et à sa capture.

Cache de Saddam Hussein lors de sa capture par les forces américaines.

Module 4.4 Évaluation de la menace

Description

La troisième étape de la préparation de l'environnement par le renseignement consiste à évaluer la menace. La quatrième cherche à déterminer les lignes de conduite/modes d'action à adopter face à la menace, y compris une analyse des vulnérabilités de l'ennemi. Après quoi, les commandants peuvent élaborer des plans pour neutraliser les modes d'action de l'ennemi, en y incluant des solutions pour résoudre les motifs d'insatisfaction alimentant les troubles. Ces étapes exigent une parfaite compréhension de l'insurrection, de l'ennemi et de la société au sein de laquelle il opère. À l'heure actuelle, il arrive que les contre-insurgés se retrouvent face à une coalition de plusieurs groupes insurrectionnels, adoptant chacun des approches différentes. Ils ont donc besoin de plans pour neutraliser simultanément plusieurs modes d'action ennemis. L'analyse de la menace insurrectionnelle consiste à appliquer toutes les informations apprises dans le premier bloc de ce programme de cours.

Objectifs d'apprentissage

1) Expliquer comment évaluer une insurrection
2) Décrire les indicateurs des différentes approches insurrectionnelles
3) Analyser les vulnérabilités d'une insurrection

Pistes à explorer

a) Comment un insurgé s'attire-t-il et conserve-t-il le soutien de la population ?

b) Comment les contre-insurgés peuvent-ils diminuer ou éliminer ce soutien ?

c) Quelle est l'approche insurrectionnelle la plus difficile à identifier et à neutraliser ? Laquelle est la plus simple ?

d) Comment l'évaluation des insurrections rencontrées par le général Mattis dans l'ouest de l'Irak a-t-elle donné forme au plan qu'il a élaboré pour les neutraliser ?

Références/lectures

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Counterinsurgency, Department of the Army, Washington D.C., 2006, paragraphes 3-74 à 3-120, tableau 3-7, 3-168 à 3-170. http://usacac.army.mil/cac2/Repository/Materials/COIN-FM3-24.pdf ou http://everyspec.com/ARMY/FM-Field-Manual/FM_3-24_15DEC2006_13424/

MANSOOR Peter et MARK Ulrich, « Linking Doctrine to Action: A New COIN Center of Gravity Analysis » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader II*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2008, pages 21 à 27. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/243/rec/7

Évaluation de la menace en Irak

(Cette vignette explique comment une division américaine a effectué l'analyse d'un ensemble très complexe de menaces dans son secteur.)

Au cours de l'opération Iraqi Freedom II en 2004-2005, la 1re division des Marines est déployée dans la province d'Al-Anbar, dans l'ouest de l'Irak. Le commandant d'unité, le général de division James Mattis, entreprend de réaliser une évaluation de toutes les populations et menaces auxquelles ses troupes seront confrontées dans la zone d'opérations de la division. Cette analyse identifie trois menaces potentielles et insurrections grandissantes dans la province. La première concerne les tribus sunnites locales. Ces tribus possèdent diverses affiliations tribales internes. Elles sont dirigées par plusieurs cheiks et anciens, et poursuivent une stratégie de nature identitaire.

Le second groupe comprend des éléments de l'ancien régime écartés du pouvoir et des personnes ayant des liens personnels, politiques, professionnels et des relations d'affaires avec le parti Baas au pouvoir sous Saddam Hussein. Il inclut notamment les fonctionnaires et les militaires de carrière qui possèdent les aptitudes requises pour diriger les institutions nationales, mais voient peu d'intérêt à la mise en place d'un État irakien démocratique. Ces éléments ont tendance à favoriser une stratégie de guerre populaire plus subversive ou prolongée.

Le dernier groupe concerne les combattants étrangers associés à Al-Qaida, une minorité peu nombreuse mais dangereuse composée d'éléments subversifs islamistes transnationaux menant une stratégie militaire d'insurrection. Chaque groupe abrite des éléments criminels aux visées différentes, ce qui complique encore la planification et l'interaction. Le général de division James Mattis et son état-major se rendent compte qu'il leur faudra élaborer des plans pour neutraliser chacune de ces menaces de façon distincte. Dans le cadre de leur analyse, les Marines déterminent également que les tribus sunnites représentent la menace la plus importante et que la meilleure approche pour les rallier serait de leur proposer des programmes destinés à assurer la sécurité et créer de l'emploi.

Le général James Mattis donne des instructions aux Marines en Irak.

Module 4.5 Identification et intégration des sources de renseignement

Description

Comme la COIN ne se limite pas aux opérations de combat et varie d'une zone à l'autre, de nombreuses sources de renseignement sont nécessaires pour affaiblir et neutraliser les activités des insurgés. Rechercher, passer au crible et intégrer ces multiples sources de renseignement n'est pas chose aisée. Les sources de renseignement incluent les nouvelles technologies de surveillance, l'exploitation des documents, les interrogatoires ou les contacts avec la population. Il nous arrive parfois de trop compter sur les technologies qui peuvent être aisément employées à distance. En fin de compte, rien ne remplace le renseignement humain (HUMINT, Human Intelligence) de terrain en contre-insurrection. Ajoutons que des informations, aussi riches soient-elles, ne présentent pas beaucoup d'intérêt sans une analyse minutieuse capable de les transformer en renseignement utile. Même celui-ci ne servirait à rien s'il ne peut être produit et diffusé en temps voulu aux forces qui en ont besoin. Ce module présente aux apprenants toute la variété et la complexité des sources disponibles pour développer le renseignement en contre-insurrection et émet diverses idées quant à la façon de les intégrer.

Objectifs d'apprentissage

1) Identifier les sources, les avantages et les inconvénients du renseignement humain

2) Identifier les sources, les avantages et les inconvénients du renseignement de nature technologique

3) Décrire les différentes organisations militaires et civiles participant à une contre-insurrection qui fourniront et utiliseront le renseignement

4) Déterminer comment intégrer au mieux toutes ces organisations, y compris celles appartenant au pays hôte

Pistes à explorer

a) Comparez et identifiez les différences entre le renseignement humain et le renseignement fourni par les technologies.

b) Comment le terrain influence-t-il le choix des méthodes de recueil du renseignement les plus efficaces ?

c) Comment un contre-insurgé évalue-t-il la fiabilité d'un informateur ?

d) Comment un contre-insurgé évalue-t-il la fiabilité d'un document ou d'un enregistrement de média ?

e) Comment le renseignement et les opérations interagissent-ils entre eux ?

Références/lectures

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Counterinsurgency, Department of the Army, Washington D.C., 2006, paragraphes 3-121 à 3-154, 3-160 à 3-165, 3-174 à 3-176, 3-181 à 3-183. http://usacac.army.mil/cac2/Repository/Materials/COIN-FM3-24.pdf ou http://everyspec.com/ARMY/FM-Field-Manual/FM_3-24_15DEC2006_13424/

LIEBL Vernie, « Paper and COIN: Exploiting Enemy Documents » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader II*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2008, pages 133 à 137. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/243/rec/7

MARR Jack et al., « HUMINT-Centric Operations: Developing Actionable Intelligence in the Urban Counterinsurgency Environment » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader II*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2008, pages 116 à 125. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/243/rec/7

Analyse de documents en Afghanistan

(Cette vignette montre comment quelques documents saisis ont conduit à des révélations importantes en termes de renseignement.)

En janvier 2004, une unité des forces spéciales américaines abat un tireur isolé dans la vallée de Barmal, dans la province de Paktika en Afghanistan. Il porte sur lui 24 documents qui sont rapidement transférés à une unité Renseignement afin d'être immédiatement analysés. Un personnel formé et doté de compétences linguistiques et culturelles détermine que l'individu est une recrue des talibans d'origine pakistanaise.

Les bouts de papier comportent des numéros de téléphone de contacts au Pakistan et en Afghanistan. Une analyse plus approfondie permet de mettre au jour un réseau de soutien aux talibans impliquant des organisations implantées dans ces deux pays, mais aussi en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et en Afrique du Sud. Grâce à ces papiers trouvés sur une source isolée, les forces de contre-insurrection ont pu identifier et cibler un réseau de soutien important de l'insurrection en Afghanistan.

Des membres d'une unité du renseignement avec un prisonnier taliban (extrême gauche à l'arrière du pick-up), des documents confisqués et des disques durs, attendent une extraction par hélicoptère de Gardez, en Afghanistan.

Bloc 5 Conception et planification opérationnelles

Description

La conception est un processus visant à identifier les problèmes de l'environnement des opérations qu'une force militaire aura à résoudre. La planification sert à déterminer le mode d'exécution des opérations pour réaliser les solutions prévues. De manière générale, la conception s'attache à définir les problèmes et la planification s'attache à les résoudre. Dans le cadre de la contre-insurrection, cela signifie que la conception doit idéalement identifier les problèmes complexes qu'un contre-insurgé sera amené à gérer. Une planification selon plusieurs axes de travail est ensuite nécessaire pour résoudre les problèmes et parvenir aux résultats attendus. La conception et la planification doivent être des processus itératifs dès lors que le contexte COIN connaît des évolutions imprévues, qui font apparaître de nouvelles problématiques et de nouvelles solutions.

Ce bloc s'intéresse plus particulièrement à la planification au niveau opératif. Le niveau opératif associe l'action tactique à la réalisation de l'état final stratégique. Globalement, le processus de planification opérationnelle de l'OTAN s'applique aussi à la planification de la COIN. Les principes sont décrits dans la Directive globale pour la planification des opérations (COPD) du Commandement allié Opérations (ACO). Dans le cadre de la contre-insurrection, les activités de conception et de planification aident à atteindre l'état final stratégique global en s'attachant à sécuriser la population, à neutraliser les insurgés et à répondre aux principaux motifs d'insatisfaction à l'origine de l'insurrection.

Acquis d'apprentissage

1) Comprendre comment concevoir et planifier la contre-insurrection
2) Expliquer comment l'approche globale s'applique à la contre-insurrection
3) Décrire la planification de la campagne de contre-insurrection
4) Identifier les principaux éléments à prendre en compte dans la planification de la contre-insurrection

Méthode d'apprentissage et évaluation

Les méthodes d'enseignement/apprentissage peuvent inclure des interventions par des experts, des séminaires, des discussions, des débats, des études de cas, des lectures et des simulations en classe.

Les apprenants doivent être évalués sur la base de leur participation aux activités en classe, notamment les discussions et les débats suivis par des travaux écrits ou des tests de connaissance.

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

Allied Command Operations Comprehensive Operations Planning Directive (COPD) Interim, version 2.0, Bruxelles, 2013. https://www.cmdrcoe.org/download.cgf.php?id=9

ATP 5-0.1, Army Design Methodology, Washington D.C., 2015. http://www.apd.army.mil/epubs/DR_pubs/DR_a/pdf/web/atp5_0x1.pdf

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, *Counterinsurgency*, Department of the Army, Washington, D.C., 2006. http://usacac.army.mil/cac2/Repository/Materials/COIN-FM3-24.pdf ou http://everyspec.com/ARMY/FM-Field-Manual/FM_3-24_15DEC2006_13424/

WILSON Gregory, « Anatomy of a Successful COIN Operation: OEF-Philippines and the Indirect Approach » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader II*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2008, pages 38 à 48. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/243/rec/7

L'échec de Napoléon en Espagne

(Cette vignette illustre les résultats catastrophiques d'une campagne de contre-insurrection mal conçue et planifiée en Espagne.)

Au cours de l'occupation de l'Espagne par Napoléon en 1808, il semble que l'on ait fait peu de cas des problèmes potentiels que pourrait poser la soumission de la population espagnole. Conforté par ses victoires décisives à Austerlitz et à Iéna, Napoléon a cru que la conquête de l'Espagne ne serait rien d'autre qu'une simple « promenade militaire ». Certes, la campagne s'est rapidement soldée par une victoire militaire classique. Mais comme elle a négligé la nécessité immédiate de fournir un environnement stable à la population, elle n'a pas pu aboutir à un état final viable. Les Français n'ont pas analysé la population espagnole, son histoire, sa culture, ses motivations ainsi que le potentiel de soutien ou d'opposition à la réalisation des objectifs politiques français. Habitués aux épreuves, les Espagnols étaient méfiants à l'égard des étrangers et constamment impliqués dans des escarmouches avec les forces de sécurité.

Par sa méconnaissance de l'environnement des opérations et une mauvaise appréciation des facteurs culturels, Napoléon s'est enlisé dans un conflit prolongé contre les forces d'occupation. Ce conflit a duré près de six ans et nécessité au final l'intervention d'environ trois-cinquièmes de la force armée totale de l'Empire, soit près de quatre fois la force de 80 000 hommes initialement prévue par l'Empereur. La résistance espagnole a épuisé les ressources de l'Empire et l'occupation a marqué le début de la fin pour Napoléon.

Ce tableau de Goya dépeint les atrocités commises par les Français pour réprimer l'insurrection espagnole.

Module 5.1 Conception opérationnelle

Description

La conception opérationnelle a pour but de comprendre les problèmes auxquels vous êtes confronté dans l'environnement des opérations COIN.

La conception opérationnelle est un prérequis essentiel de la planification au niveau opératif et doit intégrer des actions militaires et non militaires. Elle permet d'esquisser une ébauche globale de l'opération, sur la base d'une appréciation générale de la situation, de l'analyse de la mission et de l'intention du commandant. La conception opérationnelle comporte des éléments destinés à visualiser et à préparer l'opération en vue d'accomplir la mission. Les éléments de la conception opérationnelle permettent de visualiser l'organisation des capacités conjointes en termes de temps, d'espace et d'objectif afin d'accomplir la mission. Elle repose sur divers éléments clés : compréhension des orientations stratégiques ; détermination de l'état final et des objectifs ; compréhension des facteurs PMESII ; identification des principaux points forts et points faibles de l'adversaire ; et formulation d'un cadre opérationnel.

La conception opérationnelle d'une contre-insurrection doit refléter une approche pangouvernementale globale, applicable à chaque phase de l'opération. Comme il n'existe qu'une seule stratégie ou campagne, il ne devrait exister qu'une seule conception opérationnelle. Cette conception unique doit intégrer tous les acteurs, particulièrement le pays hôte. Les activités doivent refléter tous les éléments du pouvoir national et être organisées dans un cadre de lignes d'opération/axes de travail regroupés par thèmes, par exemple les opérations de sécurité ou le développement économique.

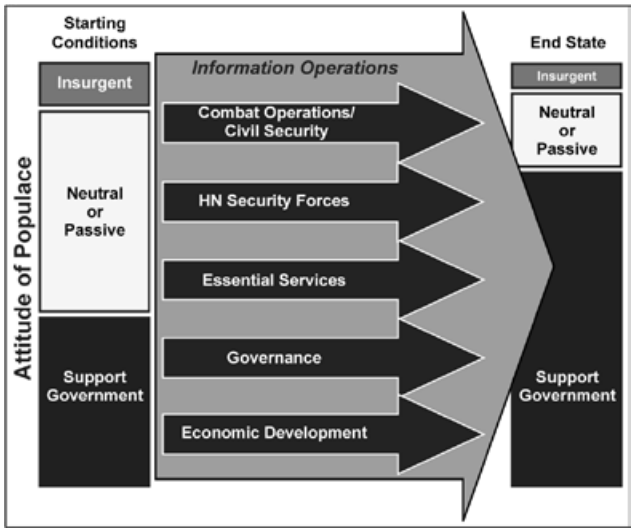


Figure 5-1. Exemple de cadre d'une campagne de contre-insurrection illustrant les axes de travail potentiels du thème Opérations d'information.

Objectif d'apprentissage

1) Appliquer les éléments de conception opérationnelle
2) Élaborer le cadre opérationnel d'une campagne
3) Comprendre et développer des axes de travail/lignes d'opération pour la COIN

Pistes à explorer

a) Qu'entend-on par conception opérationnelle ?
b) Quels sont les conditions, actions et effets déterminants nécessaires au succès d'une contre-insurrection ?
c) Quel est le rôle des axes de travail/lignes d'opération ? Comment sont-ils déterminés ?

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

Allied Command Operations Comprehensive Operations Planning Directive (COPD) Interim, version 2.0, Bruxelles, 2013, pages 4-52 à 4-57. https://www.cmdrcoe.org/download.cgf.php?id=9

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Counterinsurgency, Department of the Army, Washington D.C., 2006, paragraphes 4-27 à 4-28 (dont étude de cas sur l'Irak) et 5-7 à 5-49. http://usacac.army.mil/cac2/Repository/Materials/COIN-FM3-24.pdf ou http://everyspec.com/ARMY/FM-Field-Manual/FM_3-24_15DEC2006_13424/

Conception d'une campagne en Irak

(Cette vignette montre comment le général Mattis a utilisé la conception opérationnelle pour mener à bien sa campagne dans un environnement complexe, présentant plusieurs menaces distinctes.)

Dès que le général de division James Mattis et sa 1re Division des Marines eurent identifié la triple menace insurrectionnelle dans la province d'Al-Anbar en Irak en 2004 (cf. Module 4.4), les responsables de la planification ont dû concevoir une campagne visant à réaliser les objectifs de la coalition dans cette province. Ils ont regroupé les actions planifiées selon six lignes d'opération : promotion de la gouvernance ; développement économique ; services de base ; développement des forces de sécurité iraquiennes ; opérations de combat ; et opérations d'information.

La campagne de James Mattis poursuivait deux objectifs principaux. Le premier consistait à affaiblir le soutien aux insurgés parmi les tribus sunnites. Le second était de neutraliser les éléments dangereux parmi les combattants étrangers, pour la plupart issus d'Al-Qaida. Pour les éléments de l'ancien régime, il a adopté une approche mixte. En 2007, l'opération avait permis de rallier la plupart des éléments de l'ancien régime au gouvernement et conduit au soulèvement des tribus sunnites contre Al-Qaida pour aider les forces contre-insurrectionnelles à expulser les combattants étrangers de leurs rangs.

Le général Mattis en discussion
avec les forces de sécurité iraquiennes.

Module 5.2 Introduction à la planification de la contre-insurrection au niveau opératif

Description

Ce bloc s'intéresse plus particulièrement à la planification de l'action des forces contre-insurrectionnelles au niveau opératif. Le niveau opératif associe l'action tactique à la réalisation de l'état final stratégique. Les règles générales du processus de planification opérationnelle de l'OTAN s'appliquent aussi à la planification de la COIN. Les commandants s'appuient sur l'art et la conception opérationnels pour élaborer un cadre qui intègre les facteurs opérationnels de temps, d'espace et d'objectif, afin de réaliser les conditions composant l'état final stratégique. Cette introduction s'inspire surtout de la Directive globale pour la planification des opérations (COPD).

Objectifs d'apprentissage

1) Définir l'approche globale de l'OTAN telle qu'elle est appliquée à la contre-insurrection
2) Expliquer les différentes approches opérationnelles (directe, nuancée et indirecte) en contre-insurrection
3) Décrire les principes généraux de l'OTAN en matière de planification au niveau opératif
4) Expliquer l'importance des considérations politiques dans la planification de la contre-insurrection

Pistes à explorer

a) Comment peut-on appliquer l'approche globale dans un environnement contre-insurrectionnel ?

b) Comment la planification peut-elle mettre en avant l'état final stratégique tout en prenant en considération les effets souhaités et indésirables des activités de contre-insurrection ?

c) Quels sont les avantages et les inconvénients des différentes approches opérationnelles en contre-insurrection ?

d) Comment l'analyse des éléments suivants s'intègre-t-elle dans la planification de la contre-insurrection : 1) le temps tel qu'il s'applique à la mission, 2) l'espace tel qu'il s'applique à la zone d'opérations, 3) les forces (types et nombre) ?

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

Allied Command Operations Comprehensive Operations Planning Directive (COPD) Interim, version 2.0, Bruxelles, 2013, chapitre 1. https://www.cmdrcoe.org/download.cgf.php?id=9

WILSON Gregory, « Anatomy of a Successful COIN Operation: OEF-Philippines and the Indirect Approach » in *Military Review Special Edition – Counterinsurgency Reader II*, Combined Arms Center, Fort Leavenworth, 2008, pages 38 à 48. http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p124201coll1/id/243/rec/7

L'approche indirecte aux Philippines

(Cette vignette illustre le succès de l'approche opérationnelle indirecte de contre-insurrection aux Philippines.)

En 2002, les États-Unis dépêchent la Joint Task Force 510, forte de 1300 hommes, dans le sud des Philippines. Sa mission est d'aider le gouvernement à isoler la population d'Abu Sayyaf, un groupe d'insurgés terrorisant la région, puis à détruire ce groupe. Les forces américaines étaient déjà fortement mobilisées partout ailleurs dans le monde pour soutenir d'autres activités dans la guerre totale contre le terrorisme, la Joint Task Force 510 opte pour une approche indirecte en travaillant avec et par le truchement du pays hôte.

Après avoir élaboré un cadre de campagne axé sur trois lignes d'opération interconnectées (édification des forces armées philippines ; opérations civilo-militaires ciblées ; opérations d'information), la campagne contre-insurrectionnelle, emmenée par les forces indigènes, a pu neutraliser la majorité du groupe Abu Sayyaf en trois ans.

Un conseiller américain accompagne les membres des forces armées philippines en patrouille sur la péninsule de Zamboanga, dans le cadre d'opérations visant à mettre en déroute les insurgés d'Abu Sayyaf.

Bloc 6 Mise en application complète

Description

Pour servir l'objectif politique de réconciliation, la planification et la conduite des opérations doivent tenir compte de trois éléments complémentaires et interconnectés : les insurgés ; le terrain ; et la population et les élites locales. Une action simultanée dans ces trois domaines permet de limiter la liberté d'action de l'insurrection. La contre-insurrection doit prendre l'initiative et pousser les insurgés à une posture réactive.

L'approche globale du gouvernement doit prendre en considération les multiples dimensions de la contre-insurrection, y compris les aspirations du gouvernement du pays hôte et les conditions de l'environnement des opérations local.

Toute force contre-insurrectionnelle étrangère doit soutenir la contre-insurrection du pays hôte au moyen d'un ensemble de mesures prises pour soutenir la stratégie IDAD (Internal Defence and Development), favoriser la croissance du pays hôte et améliorer la capacité de ce dernier à se protéger contre l'insurrection. La stratégie IDAD englobe l'ensemble des mesures prises par un pays pour favoriser sa croissance et se protéger lui-même contre la subversion, le non-droit, l'insurrection, le terrorisme et d'autres menaces à sa sécurité. Ce bloc s'intéresse à l'approche opérationnelle militaire en contre-insurrection.

Acquis d'apprentissage

1) Comprendre l'approche opérationnelle Nettoyer-Tenir-Construire
2) Identifier le rôle du composant militaire en contre-insurrection
3) Déterminer l'importance des opérations non cinétiques en contre-insurrection
4) Comprendre le besoin d'une adaptation souple dans l'utilisation d'opérations cinétiques et non cinétiques dans l'environnement dynamique d'une contre-insurrection

Méthode d'apprentissage et évaluation

Les méthodes d'enseignement/apprentissage peuvent inclure des interventions par des experts, des séminaires, des discussions, des débats, des études de cas, des lectures et des simulations en classe.

Les apprenants doivent être évalués sur la base de leur participation aux activités en classe, notamment les discussions et les débats suivis par des travaux écrits ou des tests de connaissance.

Références

VALEYRE Bertrand et GUERIN Alexandre, *De Galula à Petraeus, L'héritage français dans la pensée américaine de la contre-insurrection*, Cahier de la recherche doctrinale, Centre de doctrine d'emploi des forces/Ministère français de la défense, Paris, 2010. http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/contents-in-english/our-publications/cahier-de-la-recherche-doctrinale/from-galula-to-petraeus

VALEYRE Bertrand, « *Gagner les cœurs et les esprits », Origine historique du concept - application actuelle en Afghanistan*, Cahier de la recherche doctrinale, Centre de doctrine d'emploi des forces/Ministère français de la défense, Paris, 2012. http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/contents-in-english/our-publications/cahier-de-la-recherche-doctrinale/winning-hearts-and-minds

Assistance militaire à un pays tiers : contribution de l'armée de Terre, Doctrine Tactique n° 23, Centre de doctrine d'emploi des forces/Ministère français de la défense, Paris, 2012. http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/contents-in-english/our-publications/old-publications/doctrine-tactique/dt-23-military-assistance-to-a-foreign-country-army-contribution

Des armées et des cœurs : les paradoxes des guerres d'aujourd'hui, Doctrine Tactique n° spécial 2010, Centre de doctrine d'emploi des forces/Ministère français de la défense, Paris, 2010. http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/contents-in-english/our-publications/old-publications/doctrine-tactique/weapons-and-hearts

DE COURREGES Hervé et al., *Principes de contre-insurrection*, Economica, Paris 2010.

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Insurgencies and Countering Insurgencies, Department of the Army, Washington, D.C., 2014. https://fas.org/irp/doddir/army/fm3-24.pdf

GALULA David, *Contre-insurrection - Théorie et pratique*, Economica, Paris, 2008.

Doctrine interarmées DIA-3.4.4(A)_COIN, Contre-insurrection, Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE), Paris, 2013. http://www.cicde.defense.gouv.fr/IMG/pdf/20130417_np_cicde_dia-3-4-4a-coin.pdf

JP 3-22, Foreign Internal Defense, Joint Chiefs of Staff, Washington, D.C., 2010. http://www.dtic.mil/doctrine/new_pubs/jp3_22.pdf

Module 6.1 L'approche opérationnelle Nettoyer-Tenir-Construire

Description

En contre-insurrection, l'approche opérationnelle de prédilection de l'OTAN est Nettoyer-Tenir-Construire. Il s'agit des mesures civilo-militaires de contre-insurrection qui font intervenir l'OTAN, le pays hôte et des acteurs civils. Ce cadre inclut des actions offensives, défensives, de stabilisation et d'autonomisation.

La phase Nettoyer est une mission tactique essentiellement offensive, au cours de laquelle le commandant va chercher à éradiquer les forces ennemies et éliminer la résistance armée au sein d'une zone donnée. Il permet au pays hôte de développer sa capacité à gérer la cause fondamentale de l'insurrection et d'éliminer les conditions permettant à celle-ci d'exister.

Lors de la phase Tenir, la contre-insurrection doit faire en sorte que les zones reprises à l'adversaire restent sous le contrôle des forces contre-insurrectionnelles et du pays hôte. Cette phase a pour but de mettre en place les conditions permettant aux forces de sécurité du pays hôte d'assurer la sécurité de la population. Il s'agit essentiellement d'une mission défensive.

La phase Construire est principalement une mission de stabilisation qui cherche à donner aux institutions locales la capacité de fournir des services, de rétablir la primauté du droit et de soutenir les activités de la société civile. Cette phase a pour but d'éliminer les conditions permettant à l'insurrection d'exister, en s'attaquant aux causes fondamentales de celle-ci.

Dans ce module, les apprenants vont examiner l'approche opérationnelle Nettoyer-Tenir-Construire, l'imbrication de ces différentes phases et la difficulté de mener à bien cette approche dans l'environnement de la contre-insurrection.

Objectifs d'apprentissage

1) Décrire les phases Nettoyer-Tenir-Construire
2) Décrire les principales activités et les intervenants dans chaque phase
3) Décrire la transition entre les phases à mesure de l'évolution de l'environnement des opérations
4) Expliquer comment la nature multidimensionnelle de l'approche globale intègre les forces militaires, la police et les civils
5) Expliquer comment l'état final recherché affecte l'application de l'approche Nettoyer-Tenir-Construire

Pistes à explorer

a) Qui sont les différents intervenants d'une approche pangouvernementale globale ?

b) De quelle manière les organisations civiles, l'armée et la police doivent-elles coordonner leurs efforts pour mettre en œuvre l'approche Nettoyer-Tenir-Construire ?

c) Comment le rôle des organisations civiles, de l'armée et de la police évolue-t-il avec chaque phase de l'approche Nettoyer-Tenir-Construire ?

d) Comment et pourquoi le rythme de la transition entre les phases varie-t-il d'une zone à l'autre ?

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

Doctrine interarmées DIA-3.4.4(A)_COIN, Contre-insurrection, Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE), Paris, 2013, chapitre IV. http://www.cicde.defense.gouv.fr/IMG/pdf/20130417_np_cicde_dia-3-4-4a-coin.pdf

Exemple d'une approche Nettoyer-Tenir-Construire : Maroc, 1925-1926 : Guerre du Rif

(Cette vignette illustre l'importance de l'approche Nettoyer-Tenir-Construire au Maroc.)

En mars 1911, le Sultan du Maroc, Moulay Abdelhafid, est assiégé par les tribus rebelles dans sa capitale Fès et demande l'assistance de la France et de l'Espagne pour rétablir la sécurité. Un an plus tard, un traité est signé entre les trois pays, cédant l'administration de la partie septentrionale du Maroc à l'Espagne et celle du reste du pays à la France. La région contrôlée par les Espagnols se compose principalement de la région montagneuse du Rif. Le Rif, sanctuaire naturel des tribus rebelles, domine la plaine où est située la ville de Fès. Les montagnes du Rif hébergent le « bled Siba », la région natale des dissidents, au contraire du « bled Maghzen », la région toujours sous contrôle gouvernemental.

Le résident général est à l'époque le maréchal Lyautey, un disciple du général français Gallieni, à qui l'on doit le concept de la colonisation douce et la méthode de la « tache d'huile » en contre-insurrection. Sa politique consiste à fournir un appui direct au Sultan du Maroc en s'appuyant sur les structures de pouvoir et les élites locales pour diriger le pays tout en respectant l'équilibre traditionnel des pouvoirs. Il peut ainsi envoyer de nombreuses troupes en France lors de la Première Guerre mondiale, y compris des fusiliers marocains.

Après la Première Guerre mondiale, une rébellion éclate dans les montagnes du Rif pour chasser l'Espagne du nord du Maroc et créer une république indépendante. Abd El Krim, le chef rifain, organise ses troupes d'une façon inédite. Il fusionne des troupes régulières équipées de matériel et d'artillerie modernes et des unités tribales. L'Espagne connaît des défaites et des pertes importantes et retire ses forces des places fortes, concédant une grande liberté d'action aux forces rebelles. À la fin de l'année 1924, Abd El Krim est suffisamment puissant pour défier le pouvoir du Sultan et menacer la zone de responsabilité française. Parfaitement au fait de la situation, le maréchal Lyautey demande un renfort de troupes à Paris, craignant une attaque au printemps 1925. La France, très préoccupée par la situation en Allemagne, hésite à retirer des troupes d'Europe pour les dépêcher au Maroc.

Abd El Krim rallie alors toutes les tribus rifaines et convainc les tribus voisines de la zone sous protectorat français de se soulever. Une attaque majeure est lancée le 14 avril 1925. Abd El Krim fait savoir qu'il endossera les rôles politique et religieux de sultan à la date du 3 juillet.

Avec ses forces restreintes, Lyautey parvient à retarder l'avance des troupes d'Abd El Krim vers Fès. Grâce à ce délai, la France a la possibilité d'envoyer aux troupes de Lyautey d'importants renforts venus du territoire français d'Algérie tout proche, mais aussi d'Europe afin de bloquer l'avance d'Abd El Krim.

La contre-insurrection peut alors véritablement commencer pour restaurer la pleine autorité du Sultan dans tout le pays. Les Français et les Espagnols prévoient de reprendre le contrôle de leur zone de responsabilité respective. Le plan français s'articule en trois phases. La première consiste à repousser les forces d'Abd El Krim dans les montagnes avant la saison des pluies, en coordination avec l'Espagne. Ces opérations visent à nettoyer la zone.

Ensuite, Lyautey entame la phase de maintien en profitant de l'interruption opérative offerte par la saison des pluies pour saper l'autorité et le soutien d'Abd El Krim grâce à des opérations psychologiques et politiques au sein des tribus. Au début du mois de mai 1926, une dernière offensive désintègre la rébellion et conduit à la capture d'Abd El Krim. Enfin, la phase de reconstruction démarre et rétablit l'autorité et l'administration du Sultan dans tout le pays.

Le Maréchal Lyautey en inspection
dans un poste militaire de la région du Rif en 1924.

Module 6.2 Considérations concernant l'appui militaire de l'approche Nettoyer-Tenir-Construire

Description

L'implémentation du concept Nettoyer-Tenir-Construire nécessite une approche pangouvernementale globale pour réussir. Dans ce contexte, la contre-insurrection n'est pas une opération militaire conventionnelle, même si elle peut s'appuyer sur des tactiques conventionnelles. Les commandants doivent adapter leurs tactiques à l'environnement des opérations. Ce module étudie les trois considérations spécifiques suivantes :

1) Cohérence avec l'orientation politique. Les activités militaires entreprises pour neutraliser une insurrection font partie d'une approche pangouvernementale globale et doivent donc être liées à la stratégie politique.

2) Priorité donnée à la population. Comme les actions de la population contribuent au succès d'une campagne, la population est la première priorité. Il est donc nécessaire pour la contre-insurrection d'obtenir et de conserver de l'influence au sein de la population.

3) Compréhension de l'insurrection. Apprécier correctement les motivations, les structures, les points forts et les faiblesses des insurgés représente un aspect essentiel du processus d'analyse. Les opérations sont induites par le renseignement.

Objectifs d'apprentissage

1) Analyser les raisons pour lesquelles les opérations militaires doivent être alignées sur l'approche pangouvernementale globale

2) Expliquer pourquoi les opérations militaires de soutien à la population peuvent être plus importantes que les opérations menées contre l'adversaire

3) Identifier le lien entre la grille ASCOPE et la conduite des opérations militaires

4) Expliquer comment les forces armées peuvent utiliser tout l'arsenal de moyens cinétiques et non cinétiques pour appuyer l'approche pangouvernementale globale

Pistes à explorer

a) Comment les forces armées peuvent-elles gagner la confiance et le soutien de la population ?

b) Comment les forces armées peuvent-elles coordonner leurs opérations avec les organismes civils internes et les forces de police ?

c) Comment les forces armées peuvent-elles coordonner leurs efforts avec des organisations non gouvernementales et internationales ?

d) Comment l'absence d'une orientation politique claire affecte-t-elle les opérations militaires de contre-insurrection ?

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

Appui militaire au Maroc

(Cette vignette illustre les opérations militaires menées pour appuyer l'approche pangouvernementale et la transition entre les opérations cinétiques et non cinétiques.)

Grâce à une bonne compréhension des normes sociales et du mode de vie traditionnel marocains, les Français ont pu identifier plusieurs options politiques. Les opérations de contre-insurrection ont été conçues pour soutenir l'objectif politique, à savoir rétablir l'autorité officielle du Sultan. À cet égard, la compréhension des concepts locaux fut essentielle. Il est particulièrement important de comprendre les règles non écrites régissant notamment les relations entre les différentes classes de la population.

Selon l'une de ces règles, un chef devait revenir sur les lieux de ses défaites pour laver le déshonneur subi. Les autorités françaises ont donc encouragé le Sultan à parcourir à cheval les villages reconquis. Une autre mesure consistait à faire dire les prières du vendredi au nom du Sultan dans les mosquées du pays.

Abd El Krim.

Module 6.3 Objectifs militaires

Description

La contribution militaire à la contre-insurrection consiste à assurer la sécurité de la population et à neutraliser les insurgés. Le commandant peut ainsi établir les objectifs militaires suivants : sécuriser la population ; isoler les insurgés de leur soutien ; neutraliser les bras armés de l'insurrection ; et rallier les factions « réconciliables ».

Pour sécuriser la zone, le commandant doit identifier les opérations que les forces militaires devront éventuellement mener pour contribuer à la sécurité des personnes, en étant conscient que l'intervention militaire est une solution de dernier recours et que la responsabilité principale réside dans les organisation internationales et le gouvernement du pays hôte. Les forces de contre-insurrection doivent couper les insurgés de leur base de soutien en les isolant de leurs ressources et de leur soutien externe. La neutralisation des bras armés de l'insurrection suppose de limiter leur recours à la violence. Cet objectif impose un effort à long terme, souvent plus psychologique que physique, qui n'est généralement possible qu'en faisant intervenir la population. Les programmes favorisant la réconciliation nationale peuvent permettre de rallier les éléments « réconciliables » à la cause gouvernementale.

Objectifs d'apprentissage

1) Décrire les méthodes visant à limiter le soutien interne (libre et forcé) des insurgés

2) Décrire les méthodes visant à limiter le soutien externe (étatique et non étatique) des insurgés

3) Décrire la relation entre les différents objectifs militaires

Pistes à explorer

a) Par quelles actions les forces armées peuvent-elles isoler les insurgés de leur soutien externe ?

b) Qu'est-ce que le concept de la « tache d'huile » ?

c) Comment peut-on combiner des forces mobiles et statiques pour atteindre les objectifs ?

d) Quelles actions non cinétiques les forces armées peuvent-elles entreprendre pour neutraliser l'insurrection ?

e) Comment la contre-insurrection peut-elle diminuer le soutien populaire (libre et forcé) aux insurgés ?

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

DE COURREGES Hervé et al., *Principes de contre-insurrection*, Economica, Paris 2010.

Isolement des insurgés au Maroc

(Cette vignette explique comment isoler les insurgés de leur soutien.)

L'un des objectifs essentiels de l'opération de contre-insurrection visait à isoler les forces d'Abd El Krim de trois différentes bases de soutien.

1) La remise en cause de son autorité au sein des tribus a permis de diminuer le soutien tribal.

2) Le soutien politique externe a été affaibli en ciblant le Rif Committee de Londres présidé par le leader fasciste britannique Robert Gordon-Canning, partisan de la cause arabe, et la « Troisième Internationale » dirigée par Moscou.

3) L'appui technique externe a été coupé par l'élimination des conseillers militaires allemands et l'interception de navires marchands en Méditerranée qui acheminaient clandestinement des armes.

Légion étrangère française au Maroc.

Module 6.4 Tâches militaires de la COIN

Description

La contre-insurrection n'est pas une opération militaire conventionnelle. Par conséquent, l'armée doit effectuer certaines activités dont elle n'aurait pas à s'occuper dans un conflit conventionnel. La coopération civilo-militaire dans les opérations de contre-insurrection permet de couper les insurgés de la population civile afin de les priver de nouvelles recrues, de ressources, de renseignement et de crédibilité. Parallèlement, cette coopération civilo-militaire contribue à améliorer la relation entre la population civile et les forces de sécurité.

Des opérations d'information (InfoOps) sont menées pour influencer la population civile. La lutte pour le pouvoir dans le domaine cognitif est une nécessité constante de la COIN, surtout lorsque les insurgés s'appuient sur l'information pour manipuler l'opinion publique. Paradoxalement, « ce que l'on croit est plus important que ce qui est vrai ». Discréditer le récit insurrectionnel doit donc faire partie d'une opération de contre-insurrection.

La dimension psychologique d'une insurrection est aussi importante que la dimension physique. Un conflit est un affrontement de volontés qui intervient autant dans l'esprit des gens que sur le champ de bataille. C'est pourquoi les opérations psychologiques (PsyOps) jouent un rôle critique dans la contre-insurrection.

Les forces contre-insurrectionnelles étrangères offrent souvent une assistance (conseil, formation, équipement) aux forces de sécurité du pays hôte. Même si l'OTAN en tant qu'alliance, ou un État membre individuel, peut intervenir dans un pays qui a uniquement besoin d'éléments facilitateurs pour améliorer une force militaire déjà efficace, il peut arriver aussi qu'un pays hôte ne dispose pas de la capacité militaire requise pour mener à bien une contre-insurrection. Le but recherché d'une telle assistance est le transfert des opérations aux forces de sécurité indépendantes du pays hôte.

Les opérations de contre-guérilla ciblent la branche armée active du mouvement insurrectionnel et représentent un appui majeur de l'effort contre-insurrectionnel. Dans ce module, les apprenants découvriront comment ces différentes activités contribuent à la réalisation des objectifs militaires.

Objectifs d'apprentissage

1) Expliquer pourquoi les organisations internationales et non gouvernementales jouent un rôle important dans une campagne COIN
2) Décrire comment utiliser la coopération civilo-militaire pour la coordination avec ces organisations
3) Déterminer de quelle façon les opérations stratégiques de communication et d'information influencent le succès des insurgés et de l'appareil militaire
4) Expliquer pourquoi les opérations militaires doivent s'aligner sur les objectifs des opérations psychologiques et d'information
5) Expliquer l'utilisation des opérations de contre-guérilla dans le cadre d'une contre-insurrection

Pistes à explorer

a) De quelle façon le manque de discipline des forces armées compromet-il les opérations psychologiques et d'information ?

b) Quelle valeur ajoutée les opérations psychologiques apportent-elles aux opérations d'information ?

c) Pourquoi le commandant doit-il être prêt à réagir rapidement dans les opérations d'information ?

d) Quelles pourraient être les étapes de la constitution des forces de sécurité locales ?

e) Comment les forces externes conduisent-elles des opérations conjointes avec les forces de sécurité locales ?

f) Quelles sont les principales caractéristiques d'une contre-guérilla ?

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

JP 3-22, Foreign Internal Defense, Joint Chiefs of Staff, Washington, D.C., 2010, chapitre II. http://www.dtic.mil/doctrine/new_pubs/jp3_22.pdf

CHAUVANCY, François, « L'Assistance militaire opérationnelle à une force armée étrangère — Concept exploratoire interarmées » in *Assistance militaire à un pays tiers : contribution de l'armée de Terre*, Doctrine Tactique n° 23, Centre de doctrine d'emploi des forces/Ministère français de la défense, Paris, 2012, pages 12 à 15. http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/contents-in-english/our-publications/old-publications/doctrine-tactique/dt-23-military-assistance-to-a-foreign-country-army-contribution

Organisation des forces de sécurité locales au Maroc

(Cette vignette illustre l'assistance apportée aux forces de sécurité locales.)

Pour participer à la sécurité du Sultanat, la France s'est efforcée de préserver les structures traditionnelles de la société et du pouvoir. Sous le contrôle et la direction des autorités françaises, les forces de défense internes des mokhaznis sont renforcées par la création de la Gendarmerie royale marocaine dont les effectifs sont recrutés dans le pays. Dans le même esprit, les forces auxiliaires irrégulières tribales des Goumiers sont progressivement intégrées aux forces régulières françaises. Elles ont d'ailleurs servi de modèle aux forces armées actuelles du Maroc. Un Corps des Affaires Indigènes incluant près de 300 officiers français est également créé. Ces officiers apprennent l'arabe et le berbère, le droit islamique ainsi que les lois tribales afin d'assurer la collaboration entre les autorités françaises et les fonctionnaires marocains dans la création d'un État de droit.

Moulay Abdelhafid, Sultan du Maroc,
qui a demandé l'assistance
de la France et de l'Espagne.

Bloc 7 Évaluation de la contre-insurrection

Description

Il est primordial d'évaluer l'efficacité des opérations de contre-insurrection pour mener à bien la mission. Par le passé, le succès des opérations de contre-insurrection se mesurait selon des critères exclusivement militaires. Les leçons tirées des contre-insurrections récentes ont remis en question la validité de ces méthodes d'évaluation « traditionnelles ». Des mesures quantitatives classiques, telles que le nombre de victimes et d'autres, se sont révélées peu efficaces pour apprécier le succès d'une opération. Compte tenu de l'environnement de sécurité actuel, les opérations de contre-insurrection doivent être mesurées et analysées selon des critères différents. La réussite d'une contre-insurrection ne répond pas aux mêmes critères qu'une guerre conventionnelle : les facteurs évalués et l'analyse des données doivent être également différents. Ce bloc cherche à identifier plusieurs méthodes visant à améliorer l'évaluation des opérations de contre-insurrection.

Acquis d'apprentissage

1) Définir l'évaluation telle qu'elle est appliquée à la contre-insurrection

2) Décrire l'importance de l'évaluation en contre-insurrection

3) Identifier les facteurs et conditions militaires démontrant le succès d'une contre-insurrection

4) Identifier les facteurs et conditions non militaires démontrant le succès d'une contre-insurrection

Méthode d'apprentissage et évaluation

Les méthodes d'enseignement/apprentissage peuvent inclure des interventions par des experts, des séminaires, des discussions, des débats, des études de cas, des lectures et des simulations en classe.

Les apprenants doivent être évalués sur la base de leur participation aux activités en classe, notamment les discussions et les débats suivis par des travaux écrits ou des tests de connaissance.

Références

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

CONNABLE Ben, *Embracing the Fog of War. Assessment in Metrics and Counter Insurgency*, RAND National Defense Research Institute, Santa Monica, 2012. http://www.rand.org/pubs/monographs/MG1086.html.

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Insurgencies and Countering Insurgencies, Department of the Army, Washington, D.C., 2014. https://fas.org/irp/doddir/army/fm3-24.pdf

JP 3-24, Counterinsurgency Operations, Joint Chiefs of Staff, Washington, D.C., 2013. http://www.dtic.mil/doctrine/new_pubs/jp3_24.pdf.

JDP 3-40 Security and Stabilisation: The Military Contribution, Shrivenham, 2009. https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/49948/jdp3_40a4.pdf.

Preliminary Basics for the Role of Land Forces in Counterinsurgency, Cologne, 2010. https://info.publicintelligence.net/GermanyCOIN.pdf.

ULRICH Mark, *Cutting the Gordian Knot. The Counter-guerrilla's Guide to Defeating Insurgencies and Conducting Populist Centric Operations*, 2010, pages 53 à 63.

WELLS Matthew, *Measuring Success in Third Party Counterinsurgency. The Problems with Violence Levels and the Potential of Non-Combatant Attitudes*, Michigan, 2012. http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2106712&download=yes.

Module 7.1 Définition de l'évaluation

Description

L'évaluation est un processus analytique continu conçu pour mesurer le succès des opérations de contre-insurrection. Lorsqu'elle est associée au renseignement, elle peut éclairer la prise de décision opérationnelle et stratégique. Le haut-commandement et le personnel responsable des politiques s'appuient sur ces informations pour évaluer les progrès accomplis, déterminer comment affecter (ou réaffecter) des ressources, identifier les tendances susceptibles de déterminer le succès ou l'échec, ou encore établir si et quand il est nécessaire de modifier une stratégie. Les évaluations peuvent être présentées sous différentes formes, y compris des documents narratifs, des graphiques quantitatifs, des cartes et des diapositives d'information.

Objectifs d'apprentissage

1) Décrire l'évaluation en contre-insurrection
2) Analyser l'importance de l'évaluation dans les opérations de contre-insurrection
3) Expliquer l'importance d'une actualisation continue des mesures d'évaluation, au fil de l'évolution de l'environnement contre-insurrectionnel

Pistes à explorer

a) Pourquoi est-il difficile d'évaluer une contre-insurrection ?
b) En quoi l'évaluation des opérations de contre-insurrection diffère-t-elle des opérations conventionnelles ?
c) Quels avantages procure l'évaluation des opérations de contre-insurrection ?

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

FM 3-24 / MCWP 3-33.5, Insurgencies and Countering Insurgencies, Department of the Army, Washington, D.C., 2014. https://fas.org/irp/doddir/army/fm3-24.pdf

JP 3-24, Counterinsurgency. Washington DC, 2013. http://www.dtic.mil/doctrine/new_pubs/jp3_24.pdf

JDP 3-40 Security and Stabilisation: The Military Contribution, Shrivenham, 2009. https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/49948/jdp3_40a4.pdf

Preliminary Basics for the Role of Land Forces in Counterinsurgency, Cologne, 2010. https://info.publicintelligence.net/GermanyCOIN.pdf

Module 7.2 Évaluation des opérations de contre-insurrection : Facteurs militaires

Description

Une contre-insurrection est considérée comme un succès si trois conditions générales sont satisfaites. Tout d'abord, le pays hôte doit exercer un contrôle réel et légitime sur des institutions sociales, politiques, économiques et de sécurité répondant aux attentes globales de la population ; en outre, il doit avoir mis en place des mesures capables de satisfaire les motifs d'insatisfaction à l'origine du soutien de l'insurrection. Ensuite, l'insurrection et ses chefs doivent être sous contrôle, marginalisés ou isolés physiquement et psychologiquement de la population, avec l'assistance volontaire et le consentement de celle-ci. Enfin, les forces armées insurgées doivent avoir été vaincues, marginalisées ou démobilisées, et réintégrées dans les structures politiques, économiques et sociales de la population.

Objectifs d'apprentissage

1) Identifier les facteurs et conditions militaires démontrant le succès d'une contre-insurrection

2) Décrire les conditions opérationnelles et les comportements des insurgés à évaluer pour déterminer le succès des opérations de contre-insurrection

Pistes à explorer

a) Quelles mesures traditionnelles du succès militaire peuvent être utilisées pour évaluer les opérations de contre-insurrection ?

b) Comment différentes interprétations d'actes de violence peuvent-elles affecter l'évaluation ?

c) Identifiez les limitations d'une mesure de l'efficacité d'une stratégie de contre-insurrection reposant uniquement sur des données quantitatives.

Références/lectures

Preliminary Basics for the Role of Land Forces in Counterinsurgency, Cologne, 2010. https://info.publicintelligence.net/GermanyCOIN.pdf

ULRICH Mark, *Cutting the Gordian Knot. The Counterguerrilla's Guide to Defeating Insurgencies and Conducting Populist Centric Operations*, 2010, pages 53 à 63.

Module 7.3 Évaluation des opérations de contre-insurrection : Facteurs non militaires

Description

Se limiter au seul déploiement de la force militaire ne garantit pas le succès d'une contre-insurrection. Bien qu'il ne faille pas négliger leur importance, les mesures militaires ne peuvent à elles seules rétablir la sécurité et l'ordre étatique. Dans certains cas, un enseignant ou un docteur sur le terrain peut être plus efficace pour neutraliser une insurrection que toute une compagnie d'infanterie. Pour bien évaluer les opérations de contre-insurrection, il est nécessaire d'examiner plusieurs facteurs qui ne sont pas toujours pris en compte lors de l'analyse des opérations militaires. La mesure de ces critères non militaires offre au commandement une meilleure compréhension du déroulement de la campagne et leur permet de déterminer si les opérations atteignent les objectifs fixés.

Objectifs d'apprentissage

1) Identifier les facteurs et conditions non militaires démontrant le succès d'une contre-insurrection

2) Décrire les facteurs PMESII à évaluer pour déterminer le succès des opérations de contre-insurrection non militaires

Pistes à explorer

a) Quelles techniques permettent d'obtenir des données d'évaluation fiables ?

b) Quelles sont les sources d'information possibles pour évaluer les facteurs non militaires ?

Références/lectures

Preliminary Basics for the Role of Land Forces in Counterinsurgency, Cologne, 2010. https://info.publicintelligence.net/GermanyCOIN.pdf

ULRICH Mark, *Cutting the Gordian Knot. The Counterguerrilla's Guide to Defeating Insurgencies and Conducting Populist Centric Operations*, 2010, pages 53 à 63.

Annexe A – Questions clés d'évaluation de la contre-insurrection

Description

Cette annexe fait partie du programme de cours car il existe très peu de références permettant d'évaluer l'efficacité des opérations de contre-insurrection. L'équipe chargée de l'élaboration du programme a formulé deux listes de questions destinées à évaluer les opérations de contre-insurrection.

Questions visant à évaluer l'efficacité militaire des opérations COIN

1) Les insurgés ont-ils perdu le contrôle militaire du théâtre, des quartiers, des villes, des zones rurales (zones considérées comme non permissives pour les forces alliées) ? Les insurgés ont-ils véritablement arrêté de mener des opérations de guérilla ou de combat ? Quelle est la capacité militaire nécessaire à la force d'assistance pour faire échec aux attaques des insurgés ? Les forces du pays hôte et les forces de sécurité locales sont-elles capables de conduire seules des opérations ? Quelle assistance militaire étrangère est encore nécessaire ?
2) Les insurgés sont-ils toujours à même de perturber les itinéraires principaux de ravitaillement et les réseaux routiers par des embuscades (engins explosifs improvisés, charges génératrices de noyau, tirs d'armes de petit calibre) ? Les insurgés continuent-ils toujours à préparer des opérations (placement d'EEI, tireurs isolés, caches, boîtes mortes/coursiers) ?
3) Les insurgés sont-ils toujours capables de conduire des opérations d'embuscade ou avec des tireurs isolés contre le personnel débarqué ?
4) Les insurgés ont-ils perdu la capacité de mener des attaques efficaces contre les bases militaires et les avant-postes par des tirs directs et des assauts ?
5) Les insurgés ont-ils perdu la capacité de rassembler des forces au cours d'attaques contre des avant-postes de combat ou des petites communautés civiles ?
6) Les insurgés mènent-ils régulièrement des opérations d'interdiction des bases militaires en utilisant des armes à tir indirect au bon moment et au bon endroit ?
7) Les insurgés sont-ils en mesure d'intimider les forces armées du pays hôte et de les neutraliser ?
8) Les insurgés ont-ils perdu le contrôle militaire des régions ou zones ? Les forces d'assistance et les forces militaires/de sécurité du pays hôte disposent-elles d'une grande liberté de mouvement (ou sont-elles limitées par leurs propres règlements de sécurité) ?
9) Les insurgés ont-ils cessé de cibler activement les lignes de communication (réseau routier, ferroviaire, etc.) ?
10) Les insurgés ont-ils cessé de cibler activement les systèmes de télécommunication gouvernementaux (émetteurs de radio/télévision, lignes et/ou structures de transmission téléphonique ou cellulaire) ?
11) Les insurgés ont-ils cessé de cibler activement les institutions du gouvernement (postes de police, mairies et bâtiments de l'administration) ?
12) Les insurgés sont-ils désormais incapables de mener des attaques efficaces contre les opérations de reconstruction ?
13) Les insurgés sont-ils désormais incapables de mener des attaques efficaces contre les avant-postes de combat ?
14) Lors de leurs opérations, les insurgés sont-ils désormais incapables de contraindre les forces de sécurité locales à se déployer sur un large front ?
15) Les insurgés sont-ils désormais incapables d'utiliser des moyens physiques et psychologiques pour créer un sentiment d'impuissance au sein de la force d'assistance et/ou des forces de sécurité locales ?
16) Les insurgés conduisent-ils des opérations éclair ponctuelles au lieu de batailles rangées ? Quelle est l'efficacité de ces opérations éclair ponctuelles ? Quelle est leur fréquence ?
17) Existe-t-il une augmentation ou une diminution sensible de la sophistication et de l'efficacité des armes, des EEI, des tireurs isolés, etc. d'un point de vue militaire ?
18) Les insurgés disposent-ils toujours des moyens techniques nécessaires pour mener des opérations de propagande, par exemple des émissions radio, des journaux et des pamphlets qui remettent en cause ouvertement le contrôle et la légitimité de l'autorité établie ?

Questions visant à évaluer l'efficacité globale de la campagne COIN

1) Dans quelle mesure la contre-insurrection est-elle soutenue et acceptée/légitimée dans la presse nationale et internationale, et dans l'opinion internationale ? Dans quelle mesure la cause des insurgés est-elle reconnue comme juste et admirable par les gouvernements étrangers ? Quelle est l'importance du soutien moral apporté aux insurgés par des personnalités connues, la presse ou le monde politique ?
2) Le gouvernement du pays hôte est-il reconnu au niveau international ?
3) En quoi l'opinion publique dans leur pays vis-à-vis de la contre-insurrection affecte-t-elle les forces d'assistance ?
4) Les insurgés bénéficient-ils encore de sanctuaires dans d'autres pays ?

5) Les insurgés bénéficient-ils encore de sanctuaires dans les pays voisins ?
6) Les insurgés sont-ils en contact avec un pays voisin dont le gouvernement soutient ou finance ouvertement l'insurrection ?
7) Existe-t-il dans les pays voisins des bases pour rééquiper, consolider, entraîner et fournir des armes aux insurgés ?
8) Les insurgés peuvent-ils voyager librement au-delà des frontières de leur pays ?
9) Les insurgés ont-ils le soutien des populations locales, résidant dans d'autres pays, pour les accueillir et leur offrir un refuge ?
10) Les membres de la force d'assistance ont-ils le sentiment d'être accueillis/acceptés par la population locale ou les autorités régionales ? La puissance militaire étrangère est-elle traitée avec bienveillance, sympathie et respect ou est-elle au contraire considérée comme une « force d'occupation » ? Les équipes de reconstruction provinciales sont-elles plutôt considérées comme des représentants de « l'autorité coloniale » ou comme des « amis » ? La légitimité des insurgés a-t-elle augmenté ou diminué au sein de la population locale ?
11) La force d'assistance jouit-elle d'une liberté de mouvement ou existe-t-il des zones d'exclusion dans les villes et les campagnes ?
12) La population locale accepte-t-elle ou se plaint-elle des mesures coercitives (couvre-feu, postes de contrôle, fouille des maisons, limitation de la liberté de circulation, etc.) prises par la force d'assistance et/ou les forces de sécurité locales ?
13) Existe-t-il un lien étroit entre la force d'assistance et la population locale ? La population locale, les chefs ou les personnes influentes sont-ils des sources de renseignement fiables sur les activités déclarées ou clandestines des insurgés ? La population ne craint-elle plus les représailles des insurgés ? Les insurgés sont-ils désormais incapables d'intimider la population et de l'empêcher d'apporter une assistance aux contre-insurgés et de les renseigner ? La force d'assistance a-t-elle la sympathie des autorités locales, des seigneurs de guerre, des élites et des chefs des communautés ? Ces élites bénéficient-elles d'une légitimité auprès des gens ordinaires ?
14) Le gouvernement et l'administration locale/régionale sont-ils enclins à coopérer avec la force d'assistance ? L'autorité au pouvoir a-t-elle le soutien de la population locale (ou est-elle toujours considérée comme un pantin de la « force d'occupation ») ?
15) Les insurgés peuvent-ils toujours intimider la population par des actes de violence (attentats à la bombe, chantages, etc.) ? Les insurgés ont-ils perdu leur liberté de circuler sans risquer d'être dénoncés aux forces de sécurité du pays hôte ? La population a-t-elle le sentiment d'être protégée par la force d'assistance contre les attaques militaires des insurgés ? Les insurgés ont-ils perdu le soutien actif ou secret de la majorité de la population ? Les insurgés peuvent-ils toujours mobiliser la population (grèves, émeutes, boycotts, etc.) ?
16) Quel type de protection des forces et quel degré de protection corporelle (gilet pare-balles, véhicule blindé, armes légères ou lourdes) la force d'assistance doit-elle avoir dans le cadre de ses occupations quotidiennes ?
17) Les insurgés sont-ils encore considérés comme des libérateurs du pays ? La population locale considère-t-elle les actions des insurgés comme criminelles ? Les insurgés ont-ils besoin de commettre plus fréquemment des exactions contre la population (enlèvement, corruption, chantage) pour recruter des partisans ou soutirer des vivres à la population locale ? Leurs actions sont-elles considérées comme criminelles par la majorité de la population ?
18) Le pays hôte est-il capable de gérer la société ? La vie sociale et la société sont-elles relativement intactes (marchés, écoles, médecins, ambulances, police, pompiers, collecte des immondices, électricité, etc.) ?
19) Le gouvernement est-il accepté par la majorité de la population ? Est-il corrompu ou bénéficie-t-il d'une légitimité aux yeux de la population ? Le gouvernement respecte-t-il l'état de droit ? (Il peut s'agir aussi de la charia ou d'un code juridique « ancestral ».) La population jouit-elle de la liberté d'expression ? (Il peut s'agir aussi de la « liberté d'expression » dans un contexte radical ou extrémiste favorable aux insurgés.) Quelle est l'attitude de la majorité de la population à l'égard des visées et de l'idéologie politiques des insurgés ?
20) Les forces de sécurité locales peuvent-elles assurer la sécurité au quotidien ? La corruption interfère-t-elle avec la sécurité ou la gouvernance ? Les forces de sécurité, les services de renseignement et la police du pays hôte font-ils correctement leur travail ? Un appui actif de la force d'assistance aux forces locales est-il toujours nécessaire ou une simple surveillance des opérations suffit-elle ? Les forces locales sont-elles de plus en plus à même de maîtriser l'insurrection sans faire appel aux forces armées ou aux services secrets ?
21) Le gouvernement donne-t-il à la population un sentiment d'autogouvernance ? La population a-t-elle le sentiment que l'avenir est porteur d'espoir ?
22) Les insurgés sont-ils désormais incapables de déstabiliser par des actions psychologiques les autorités et les institutions gouvernementales ? Les insurgés sont-ils désormais incapables d'infiltrer ou de déstabiliser véritablement les institutions gouvernementales, les forces de sécurité et les centres d'enseignement ?

Annexe B – Options d'exercices d'évaluation finale

Description

L'évaluation de l'apprentissage est primordiale pour déterminer si les étudiants ont atteint les objectifs d'apprentissage définis et démontrent les acquis nécessaires. Cette section propose plusieurs suggestions quant à la façon de réaliser une évaluation finale à la fin du cours sur la contre-insurrection. L'analyse d'une étude de cas ou d'un exemple actuel de contre-insurrection n'est pas le seul moyen d'évaluer les acquis. Toutefois, les auteurs recommandent cette méthode car elle offre la possibilité d'engager le dialogue sur la COIN avec les étudiants pour évaluer leurs connaissances et les aspects qu'ils n'auraient pas compris.

Références/lectures

Publication interalliée interarmées 3.4.4 Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN), Édition A Version 1, juillet 2016. http://nso.nato.int/nso/zPublic/ap/AJP-3.4.4%20EDA%20V1%20E.pdf

Casebook on Insurgency and Revolutionary Warfare, Volume I Revised Edition, United States Army Special Operations Command, 2013. https://fas.org/irp/agency/army/casebookv1.pdf

Casebook on Insurgency and Revolutionary Warfare, Volume II, United States Army Special Operations Command, 2013. https://fas.org/irp/agency/army/casebookv2.pdf

KOMER Robert, *The Malayan Emergency in Retrospect: Organisation of a Successful Counterinsurgency Effort* (R-957-ARPA), Rand, Santa Monica, 1972. http://www.rand.org/pubs/reports/R957.html

Préparation

Les étudiants doivent lire la publication interalliée interarmées 3.4.4 *Doctrine alliée interarmées relative à la Contre-insurrection (COIN)* et participer aux cours donnés en classe par l'instructeur sur les différents modules du cours sur la COIN. Ils doivent répondre à des questions sur la doctrine de l'OTAN et d'autres lectures qui leur ont été demandées dans le cadre des cours.

Attribution d'une étude de cas

Au début du cours sur la COIN, les étudiants seront répartis dans des groupes de 4 à 6 personnes. Chaque groupe choisira ou se verra attribuer une étude de cas d'une insurrection ou d'une guerre révolutionnaire présentée dans l'un des deux ouvrages de référence (Casebook). (Voir les références.) Les participants pourront ainsi étudier le dossier tout au long du cours sur la COIN. Lorsque c'est possible, il leur est également conseillé de faire des recherches pour compléter les informations fournies dans l'ouvrage de référence. Si c'est impossible, les instructeurs doivent s'assurer que les études de cas choisies dans l'ouvrage de référence sont suffisamment exhaustives et détaillées pour réaliser l'exercice d'évaluation. S'ils n'en sont pas sûrs, nous recommandons d'utiliser l'ouvrage *The Malayan Emergency in Retrospect: Organization of a Successful Counterinsurgency Effort* (cité dans les références du bloc 1 et dans l'annexe C).

Chaque groupe devra présenter son dossier au reste de la classe dans l'un des formats suivants. Les présentations se feront à la fin du cours. Les étudiants seront évalués (de façon formelle ou informelle) pour leur contribution individuelle et le travail collectif du groupe. La méthode recommandée est une présentation PowerPoint formelle durant laquelle chaque membre du groupe interviendra. Une autre solution consiste à utiliser un tableau blanc ou un support papier pour présenter les informations.

Format de l'évaluation

La première option consiste à respecter la structure modulaire du programme de cours sur la COIN. Chaque groupe doit traiter les points suivants :

1) les facteurs ayant conduit à l'insurrection ;
2) l'approche adoptée par les insurgés pour mener l'insurrection ou la guerre révolutionnaire ;
3) les méthodes et l'approche opérationnelle adoptées par les contre-insurgés ;
4) la réaction ou l'impact sur la population ;
5) l'issue du conflit ainsi qu'une analyse des vainqueurs, des vaincus, des raisons de la victoire ou de la défaite.

Cette approche narrative informelle fonctionne bien dans des petites classes où les instructeurs et les étudiants ont établi une bonne relation. Les instructeurs ou les autres étudiants peuvent poser des questions à tout moment au cours de la présentation.

La deuxième option est une présentation formelle respectant un format plus structuré. Le plan proposé ci-après ne

suit pas exactement le format modulaire de ce programme de cours, mais il n'en reste pas moins un format de présentation classique d'une étude de cas d'une insurrection. Le groupe d'étudiants devra présenter un exposé formel plus ou moins fidèle au plan donné ci-après. Il s'appuiera pour ce faire sur les informations tirées des documents fournis pour l'étude de cas et, le cas échéant, d'autres sources d'informations. Un exemple complet de cette option d'évaluation est donné à l'annexe C.

La troisième option consiste à suivre une insurrection ou une guerre révolutionnaire en cours pendant la formation et à demander à chaque étudiant de tenir un journal sur cette situation réelle. Les étudiants devront remettre leur journal à l'instructeur à la fin de chaque module pour montrer la façon ils ont appliqué la théorie du module à l'insurrection en cours. Non seulement cette méthode est très efficace pour vérifier les acquis, elle permet en outre de les renforcer. S'il est difficile d'avoir accès à des sources d'information, l'équipe d'instructeurs doit fournir des informations aux étudiants afin qu'ils aient matière à analyse.

Le choix de la méthode dépendra de l'environnement de classe, du temps imparti pour le cours et de la familiarité des instructeurs avec le concept de la contre-insurrection et le programme de cours sur la COIN. Les instructeurs doivent au minimum poser des questions pour s'assurer que les étudiants comprennent la matière dispensée. Chaque cours sur la COIN doit inclure une méthode d'évaluation.

Annexe C – Exemple d'exercice d'évaluation d'une étude de cas

Description

Les instructeurs peuvent utiliser cette méthodologie pour aider les étudiants à comprendre la contre-insurrection et pour évaluer leurs acquis. Il est possible d'attribuer des insurrections ou des lectures différentes aux groupes d'étudiants, puis de leur demander de faire un exposé ou une présentation à la classe. Les étudiants peuvent partager une même lecture ou mener des recherches sur l'insurrection en s'appuyant sur des ouvrages d'une bibliothèque ou des sources sur internet. Les étudiants doivent ensuite rédiger une réponse et la présenter à la classe à un stade ultérieur du cours. L'instructeur peut décider d'adopter un plan plus succinct ou de l'adapter pour mettre en évidence des aspects clés de l'étude de l'insurrection et de la contre-insurrection. Lorsque c'est possible, demandez aux étudiants de réaliser une évaluation PMESII de l'environnement des opérations avant d'effectuer l'analyse de la contre-insurrection présentée ci-dessous.

Le tableau C-1 expose brièvement la méthodologie permettant d'évaluer les acquis des étudiants au terme de leur analyse de l'étude de cas. Le tableau C-2 propose un exemple d'analyse pour l'étude de cas de l'insurrection en Malaisie et inclut une bibliographie relative à cette insurrection. La méthodologie peut être complétée par un ou plusieurs des ouvrages de référence cités. Il convient de noter que l'utilisation de plusieurs sources permet d'offrir une solution plus précise, nuancée et mieux documentée.

Références de l'étude de cas illustrée

Casebook on Insurgency and Revolutionary Warfare, Volume I Revised Edition, United States Army Special Operations Command, 2013. https://fas.org/irp/agency/army/casebookv1.pdf

GALULA David, *Contre-insurrection - Théorie et pratique*, Economica, Paris, 2008.

KOMER Robert, *The Malayan Emergency in Retrospect: Organisation of a Successful Counterinsurgency Effort* (R-957-ARPA), Rand, Santa Monica, 1972. http://www.rand.org/pubs/reports/R957.html

NAGL John, *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago Press, Chicago, 2005.

STUBBS Richard, *Hearts and Minds in Guerrilla Warfare: The Malayan Emergency, 1948-1960*, Oxford University Press, Londres, 1989.

THOMPSON Robert, *Defeating Communist Insurgency: The Lesson of Malaya and Vietnam*, F. A. Praeger, New York, 1966.

Tableau C-1 – Méthodologie d'analyse de l'étude de cas COIN

Thème	Aspects à analyser
Contexte stratégique et historique : la situation pré-insurrectionnelle	a) Contexte historique b) Contexte géographique et régional actuel c) Groupes, revendications, attitudes, relations d) Prérequis de Galula (cause, fragilité du régime politique, caractéristiques géographiques, soutien extérieur)
Conduite de l'insurrection	a) Phase initiale (chefs, objectifs et type d'insurrection) b) Organisation, prise de décision, communication c) Idéologie, objectifs, message d) Stratégies, caractéristiques, recours à la violence et à la terreur e) Développement, phases, adaptation f) Analyse opérationnelle (centre de gravité organisationnel, lignes d'opération, point culminant) g) Points décisifs, vulnérabilités de cette insurrection (à sélectionner dans les propositions suivantes ou en citer d'autres) : i) Image(s) des groupes clés, efforts pour façonner leur image ii) Recrutement iii) Entraînement, développement iv) Mouvement v) Sanctuaires internes et externes vi) Fonds (obtention, transfert, distribution) vii) Armes, munitions et matériel viii) Zones contrôlées par les insurgés (administration, expansion) ix) Orientation, soutien et influence étrangers x) Unité : groupes rivaux, fragmentation
Conduite de la contre-insurrection	a) Analyse de la situation initiale, réactions b) Organisation, prise de décision et intégration civilo-militaires c) Plan de la COIN i. Analyse de l'insurrection (objectifs, force, stratégie) ii. Décisions, politiques iii. Ressources, autres limitations iv. Commandement, chefs d) Information, opérations d'influence e) Exécution, adaptation i. Identification des groupes clés, efforts de mobilisation ii. Mesures de contrôle des ressources de la population iii. Principales tactiques, techniques et procédures (TTP) iv. Opérations menées en vue de réaliser les objectifs de sécurité, de développement équilibré, de mobilisation, de neutralisation f) Analyse opérationnelle (centre de gravité organisationnel, lignes d'opération, points décisifs, point culminant) g) Soutien et influence extérieurs (y compris le rôle des conseillers, leur impact)

Thème	Aspects à analyser
Réactions de la population/ société civile	a) Soutien initial des groupes clés b) Changements intervenant au sein des groupes (objectifs, affiliations, relations), émergence de nouveaux groupes c) Changements dans le soutien apporté à l'insurrection, à la contre-insurrection i. Perceptions critiques (de la capacité de protéger/contraindre/récompenser, de l'objectif et de l'état final) ii. Actions ou inactions (motifs, causes)
Appréciation/Orientation(s) actuelle(s) et future(s)	a) Option 1 : *Principles of COIN—Historical Principles and Contemporary Imperatives* (FM 3-24) b) Option 2 : *IDAD Principles and Functions* (JP 3-07.1) c) Option 3 : Choix de l'étudiant
Enseignements tirés ou observés pour les opérations actuelles et futures	a) Niveau stratégique b) Niveau opératif c) Niveau tactique

Tableau C-2 – Exemple de solution pour l'insurrection malaise

Contexte stratégique et historique : la situation pré-insurrectionnelle

a) Contexte historique.

En 1942, le Japon envahit et occupe la Malaisie britannique en Asie du Sud-Est. Pendant la guerre, l'armée britannique apporte son appui aux unités de guérilla résistant à l'occupation japonaise. L'un de ces groupes devient le Parti communiste de Malaisie (PCM) et son bras armé, l'Armée de libération des peuples de Malaisie (ALPM). À la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945, la Grande-Bretagne entreprend un processus de décolonisation partout dans le monde. L'accès de l'Inde et du Pakistan à l'indépendance en 1947 a particulièrement marqué les esprits. La minorité chinoise est fortement opposée au projet de décolonisation britannique, qu'elle considère comme discriminatoire. Cette opposition conduit à une violence généralisée qui atteint son paroxysme au cours de l'été 1948, avec les attaques des guérilleros contre les intérêts économiques britanniques dans les zones rurales de la Malaisie.

Contexte stratégique.

L'état d'urgence en Malaisie commence au moment où un vaste processus de décolonisation gagne toute l'Asie. De la Corée du Nord, aux Philippines, à l'Indochine française et à l'Inde britannique, de nouvelles nations voient le jour avec l'aide de leurs anciens colonisateurs. Certaines nations, par contre, ne sont pas autorisées à accéder à l'indépendance. Des mouvements communistes soutenus par l'Union soviétique et la République populaire de Chine (après 1949) font leur apparition dans ces pays. La montée du communisme et les guerres de libération nationales jouent un rôle dans la montée de l'insurrection en Malaisie, même si la Grande-Bretagne avait prévu d'accorder l'indépendance à ce pays en 1948.

b) Contexte géographique.

Reportez-vous à la carte http://www.lib.utexas.edu/maps/middle_east_and_asia/southeast_asia_pol_2013.pdf

c) Groupes, revendications, attitudes, relations.

Le principal groupe de soutien à l'insurrection est l'ethnie chinoise qui subit une forte discrimination de la part de la majorité malaise. La forme de gouvernement demandée dans l'accord d'indépendance n'offre pas une solution adéquate à ce problème.

d) Prérequis de Galula (cause, fragilité du régime politique, caractéristiques géographiques, soutien extérieur).

Les prérequis d'une insurrection sont présents en Malaisie en 1948.

- *Les minorités chinoise et malaise de la population malaisienne contestent la discrimination économique, politique et sociale dont elles font l'objet.*
- *Le gouvernement nouvellement formé présente des carences au niveau administratif ; il est divisé politiquement et idéologiquement et possède une infrastructure de sécurité faible.*
- *La géographie joue également un rôle favorable dans l'insurrection en cela que la jungle offre quantités de caches et sanctuaires. Toutefois, elle apporte aussi son lot d'inconvénients. Les ressources alimentaires disponibles sont limitées par le climat local et aucun autre pays n'offre de refuge après que la Thaïlande refuse l'accès à son territoire.*
- *L'URSS et la Chine offrent un soutien politique et mènent des campagnes de propagande. Par contre, la Marine britannique contrôle l'accès à la mer, ce qui limite les importations au profit des insurgés.*

Conduite de l'insurrection

a) Phase initiale (chefs, objectifs et type d'insurrection).

Chefs. *Chin Peng, un Chinois malaisien qui a fait partie des résistants de la première heure contre l'occupant japonais et a reçu l'Ordre de l'Empire britannique, remplace Lai Tek, qui prend la fuite en emportant des fonds censés soutenir le mouvement révolutionnaire.*

Objectifs. *Se libérer de la domination britannique et établir une démocratie populaire communiste.*

Type d'insurrection. *Guérilla prolongée.*

b) Organisation, prise de décision, communication.

Organisation. *Structure cellulaire, composée de petits groupes.*

Prise de décision. *Commandement centralisé, exécution décentralisée d'attentats terroristes et attaques par des unités légères.*

Communication. *Structure cellulaire, réseaux humains.*

c) Idéologie, objectifs, message.

Communisme, société socialiste démocratique, indépendance avec égalité des droits pour les groupes ethniques chinois et indien.

d) Stratégies, caractéristiques, recours à la violence et à la terreur.

Stratégie. *Guérilla prolongée conçue pour affaiblir les forces de sécurité et les contraindre à une riposte excessive.*

Caractéristiques. *Opérations conçues pour affaiblir l'appareil de sécurité du gouvernement et porter un coup à l'infrastructure économique des élites malaises et britanniques.*

Recours à la violence et à la terreur. *Les activités criminelles dans les villes et les attentats terroristes contre l'infrastructure économique rurale caractérisent les premières phases de l'insurrection ; celles-ci sont accompagnées d'un soulèvement général et de troubles civils. L'intention est d'organiser des unités capables d'engager et de vaincre les forces militaires britanniques sur le terrain.*

e) Développement, phases, adaptation.

Développement. *La guérilla tire parti de l'expérience de guerre acquise lors de la lutte contre l'occupant japonais, des caches d'armes mises à l'abri directement après la guerre et des groupes ethniques chinois et indien victimes de discriminations.*

Phases. *L'insurrection prolongée en zone rurale prévoit trois phases.*

1. *Affaiblir les forces de sécurité britanniques et malaisiennes, préserver et développer ses propres forces.*

2. *Chasser les forces de sécurité des zones rurales et les contraindre à une défense statique des centres d'approvisionnement et des zones urbaines. Passer de la guérilla à une guerre mobile.*

3. *Établir des bases sûres, multiplier les zones de recrutement potentiel et finalement relier les forces et les bases pour contrôler le pays par une victoire sur des forces de sécurité affaiblies.*

f) Analyse opérationnelle (centre de gravité organisationnel, lignes d'opération, point culminant).

Centre de gravité stratégique. *Gouvernement faible et inefficace*

Centre de gravité opérationnel. *Forces terrestres britanniques*

Lignes d'opérations.

- *Recrutement des guérilleros et réseau de sympathisants civils (Min Yuen)*
- *Propagande (anti-britannique, anti-malaise, en faveur des minorités chinoise et indienne)*
- *Activités criminelles et terroristes*
- *Soutien logistique interne et externe*
- *Opérations contre les forces de sécurité (britanniques et malaisiennes)*

Point culminant. *Pour pousser la contre-insurrection à son point culminant, les insurgés prévoient de survivre jusqu'à ce que les forces de sécurité ne soient plus capables de mener des opérations de ratissage de grande envergure dans les zones des bases rurales. Pour éviter d'atteindre leur propre point culminant, ils prévoient de conserver des forces en suffisance pour poursuivre leurs activités criminelles et terroristes dans tout le pays.*

g) Points décisifs, vulnérabilités de cette insurrection (à sélectionner dans les propositions suivantes ou en citer d'autres).

i) Image(s) des groupes clés, efforts pour façonner leur image. *Les insurgés et la base des ethnies chinoise et indienne représentent environ 40 % de la population. Leur incapacité à gagner le soutien de la majorité du groupe ethnique malais constitue une vulnérabilité majeure.*

ii) Recrutement. *Le recrutement se révèle extrêmement difficile, surtout après la réimplantation des « squatters » chinois dans les « nouveaux villages ».*

iii) Entraînement, développement. *Compte tenu des problèmes posés par la construction et la sécurisation des camps de base, il est difficile de former et d'organiser des unités plus grandes capables de vaincre les unités régulières des forces britanniques et du Commonwealth.*

iv) Déplacements. *Les déplacements dans les zones rurales se révèlent de plus en plus difficiles à mesure que les effectifs, l'entraînement et les compétences des forces de sécurité malaisiennes locales s'améliorent.*

v) Sanctuaires internes et externes. *Face à des unités d'infanterie légères britanniques devenues plus efficaces grâce à l'emploi d'éclaireurs locaux, à la reconnaissance aérienne et à des capacités offensives supérieures, il devient plus difficile pour les insurgés de maintenir des sanctuaires dans la jungle. En outre, ils ne disposent d'aucun sanctuaire externe sinon la zone frontalière avec la Thaïlande. Chin Peng et son quartier général ont d'ailleurs occupé un site frontalier à la fin de l'insurrection.*

vi) Fonds (obtention, transfert, distribution). *Le soutien externe est très limité et le soutien interne est obtenu par l'intimidation et la contrainte des habitants, tant d'ethnie chinoise que malaise.*

vii) Armes, munitions et matériel. *La plupart des armes et du matériel de guerre proviennent des caches secrètes fournies par les Britanniques pour combattre les troupes japonaises pendant la Seconde Guerre mondiale et du matériel saisi aux forces de sécurité malaisiennes.*

viii) Zones contrôlées par les insurgés (administration, expansion). *Au début de l'insurrection, soit entre 1948 et 1951, il est relativement simple pour les insurgés d'opérer dans la jungle et en zone rurale. La réimplantation dans les « nouveaux villages » et l'arrivée des grandes unités de combat britanniques réduit les zones contrôlées par les insurgés, et l'administration dans les villages chinois devient difficile.*

ix) Orientation, soutien et influence étrangers. *En Chine, la victoire de Mao Tsé-toung sur Tchang Kaï-chek et les nationalistes en 1949 ont donné espoir aux communistes de Malaisie et les ont encouragés dans leur lutte. Cependant, le soutien externe est essentiellement rhétorique, allié à une doctrine commune de guérilla prolongée.*

x) Unité : *groupes rivaux, fragmentation. L'unité des guérilleros d'origine chinoise repose uniquement sur un effectif de base de moins d'un millier de combattants.*

Conduite de la contre-insurrection

a) Analyse de la situation initiale, réactions.

De 1948 à 1951, la riposte initiale faible et désorganisée des Britanniques, sous la direction du Haut-Commissaire Sir Henry Gurney, favorise la montée du nouveau mouvement insurrectionnel. Le refus par la majorité malaise des propositions du gouvernement britannique, à savoir l'octroi de l'indépendance et un traitement équitable des ethnies chinoise et indienne, a fourni l'étincelle à l'origine de l'insurrection fomentée par les minorités. Sir Henry Gurney est assassiné au cours de l'été 1951 et remplacé par le général Sir Gerald Templar en janvier 1952. C'est ce dernier qui a mis en place un plan complet pour « gagner les cœurs et les esprits ».

b) Organisation, prise de décision et intégration civilo-militaires.

Avec l'arrivée de Sir Gerald Templar, un système de comités est établi par les Britanniques à tous les niveaux, du pays au district. Le système militaire va de pair avec la structure administrative civile et le personnel militaire cumule les fonctions pour les postes de commandement. Ces postes sont transférés au fil du temps aux fonctionnaires malaisiens. La prise de décision est dévolue aux commandants militaires occupant le poste de directeur des opérations créé en 1950 par le général Briggs. En 1956, plus de 90 % de l'administration est intégrée et aux mains des Malaisiens.

c) Plan de la COIN.

i) Analyse de l'insurrection (objectifs, force, stratégie). *Les principaux objectifs sont la destruction du Parti communiste de Malaisie (PCM) et de sa capacité à mener des activités subversives au sein de la structure politique émergente du pays, mais aussi la défaite de l'Armée de libération des peuples de Malaisie (ALPM). En 1952, les forces de sécurité sont nettement supérieures en nombre aux forces actives de la guérilla. La stratégie est un plan d'action complet associant le politique et le militaire.*

ii) Décisions, politiques. *La grande décision prise par le général Templar est d'instaurer un plan social, économique, politique et militaire complet dont la première ressource est la population malaisienne.*

iii) Ressources, autres limitations. *Sans être abondantes, les ressources dont il dispose sont suffisantes pour mener à bien ce plan.*

iv) Chefs. *Les généraux Sir Gerald Templar et Sir Robert Thompson.*

d) Information, opérations d'influence.

L'un des aspects les plus importants des opérations d'information est l'annonce en 1952 de la volonté du gouvernement britannique d'accorder l'indépendance à la Malaisie. Cette indépendance est devenue effective en 1957, pratiquement à la fin de l'insurrection.

e) Exécution, adaptation.

i) Identification des groupes clés, efforts de mobilisation. *Les actions menées visent à empêcher la population malaise de se rallier aux insurgés et à reprendre le contrôle de la population chinoise pour la couper du Min Yuen et de l'ALPM.*

ii) Mesures de contrôle des ressources de la population. *Le gouvernement parvient à contrôler la population d'origine chinoise grâce à la stratégie des « nouveaux villages » et au contrôle des denrées alimentaires, surtout le riz.*

iii) Principales tactiques, techniques et procédures (TTP). *Le général Templar adopte une approche de contre-insurrection complète qui inclut des opérations de propagande ainsi que des programmes économiques et sociaux pour réduire la discrimination et le soutien au PCM. Des forces nationales, régionales et locales sont mobilisées, entraînées, équipées et déployées pour protéger la population, les principales cibles économiques, les lignes de communication et les actifs gouvernementaux. Les forces militaires régulières britanniques et du Commonwealth, équipées d'hélicoptères et d'avions pour la reconnaissance et le bombardement des camps de base des insurgés, affaiblissent considérablement les capacités militaires des insurgés. La présence, la persistance et la patience représentent les trois grands axes de l'approche militaire adoptée.*

iv) Opérations menées en vue de réaliser les objectifs de sécurité, de développement équilibré, de mobilisation, de neutralisation. *Le général Templar s'est appuyé sur les quatre piliers de la FID (Foreign Internal Defense) pour vaincre l'insurrection :*

1) Sécurité. La population est la priorité des opérations de sécurité.

2) Développement équilibré. En raison de la guerre de Corée et de la conjoncture économique consécutive à la Seconde Guerre mondiale, il existe une forte demande des ressources naturelles malaisiennes (p. ex. le caoutchouc et l'étain), ce qui contribue à l'amélioration de la vie quotidienne du Malaisien moyen.

3) Mobilisation. La population des deux ethnies, malaise et chinoise, souscrivent aux actions cherchant à vaincre l'insurrection au niveau social, politique, économique et militaire.

4) Neutralisation. Les bases et les unités de la guérilla sont prises pour cible, attaquées, détruites et constamment poussées à la capitulation dans la jungle et les zones rurales.

f) Analyse opérationnelle (centre de gravité organisationnel, lignes d'opération, points décisifs, point culminant)

Centre de gravité stratégique. *Capacité du PCM et de l'ALPM à recruter*

Centre de gravité opérationnel. *Soutien externe et capacité à construire des bases sûres*

Lignes d'opérations.

- *Sécurité de la population*
- *Défaite de de l'ALPM*
- *Transfert de la gouvernance aux institutions politiques et administratives compétentes dirigées par des Malaisiens dans le respect du processus démocratique*
- *Établissement d'une économie stable*

g) Soutien et influence extérieurs (y compris le rôle des conseillers, leur impact)

Soutien externe. *Le soutien continu du gouvernement britannique et des forces du Royaume-Uni et du Commonwealth est capital. Il est tout aussi important d'empêcher la Russie et la Chine d'apporter un quelconque appui aux insurgés, même si la chose est relativement aisée grâce à la présence de la Royal Navy et des côtes faciles à défendre et à contrôler.*

Conseillers. *L'armée britannique a toujours collaboré avec les populations indigènes pour constituer des forces militaires, de sécurité et de police. Par ailleurs, la tradition veut que des officiers britanniques servent dans les formations coloniales et les forces de pays étrangers. Le maintien de l'ordre impérial est un devoir essentiel de l'armée britannique depuis plus d'un siècle. Comme la Malaisie et Singapour sont des colonies, l'armée britannique et les fonctionnaires sont parfaitement au fait de la situation en Asie du Sud-Est.*

Réactions de la population/société civile-Exemple d'analyse pour ce thème

a) Soutien initial des groupes clés.

Au départ, le soutien des Malaisiens d'origine chinoise est important, mais il s'effrite à mesure que les conditions de vie de l'habitant moyen se dégradent en raison du coût du soutien au PCM, à l'ALPM et au Min Yuen.

b) Changements intervenant au sein des groupes (objectifs, affiliations, relations), émergence de nouveaux groupes.
Le PCM éprouve de grandes difficultés à recruter ailleurs que dans la population d'origine chinoise et aucun groupe de soutien n'émerge au sein du pays.

c) Changements dans le soutien apporté à l'insurrection, à la contre-insurrection.

i. Perceptions critiques (de la capacité de protéger/contraindre/récompenser, de l'objectif et de l'état final). *L'arrivée du général Templar et le lancement de sa campagne contre-insurrectionnelle visant à « gagner les cœurs et les esprits » a considérablement freiné la croissance du mouvement révolutionnaire du PCM. Le développement de forces de sécurité malaisiennes compétentes au niveau local, régional et national a permis de protéger tant la population malaise que chinoise. Les forces britanniques et du Commonwealth ont alors tout loisir de se concentrer sur la lutte antiguérilla et de chercher à les couper du soutien du Min Yuen.*

ii. Actions ou inactions (motifs, causes). *Les Malaisiens commencent à soutenir la contre-insurrection dès lors que le gouvernement britannique accepte de leur accorder l'indépendance. L'ethnie chinoise fait l'objet d'une série de programmes politiques économiques et sociaux, y compris une réimplantation à grande échelle. Plus d'un demi-million de squatters chinois sont déplacés dans des zones où il est plus facile de les protéger et de les contrôler. Cette opération est soutenue par une campagne d'information destinée à contrer la propagande communiste. Lentement mais sûrement, les causes de l'insurrection sont résolues dans le cadre du programme global de contre-insurrection. Les guérilleros sont de moins en moins actifs au sein de la population à mesure qu'ils sont repoussés dans la jungle et que leur capacité à récolter des fonds, de la nourriture et des armes, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, est neutralisée.*

Appréciation/Orientation(s) actuelle(s) et future(s)

a) Qui sont les vainqueurs ?

La population de la majorité malaise avec le soutien du gouvernement et de l'armée britannique.

b) Qui sont les perdants ?

Le Parti communiste de Malaisie, les minorités indiennes et chinoises et leur branche armée.

c) Quels ont été les principaux motifs ou facteurs qui ont déterminé l'issue du conflit ?

i. *Les forces de sécurité britanniques et malaisiennes ont démontré leur capacité à s'adapter à la menace insurrectionnelle à mesure qu'elle se développait.*

ii. *Le PCM et l'ALPM ont souffert de plusieurs faiblesses majeures :*

- *Ils ont manqué d'un soutien militaire et financier externe.*
- *Ils ont été incapables de recruter ailleurs qu'au sein de la minorité chinoise. Même le recrutement au sein de la population chinoise a considérablement diminué après 1952.*
- *L'absence de soutien à l'ALPM et la pénurie de nouvelles recrues ont permis aux forces militaires britanniques et du Commonwealth, bien supérieures en nombre, de venir à bout de l'ALPM.*
- *Son leadership (politique et militaire) faible et divisé n'a pas réussi à mettre sur pied une force de combat suffisamment efficace pour contrer les forces de sécurité gouvernementales et l'armée britannique.*
- *Le PCM et l'ALPM ne sont pas parvenus à trouver une réponse adéquate à la stratégie de contre-insurrection globale et coordonnée menée par le général Templar (axée à la fois sur le militaire, le social, le politique et l'économique).*

Thème : Enseignements tirés ou observés pour les opérations actuelles et futures

- *Une approche de contre-insurrection complète et populo-centrée s'inscrivant dans la durée peut venir à bout d'une insurrection.*
- *Une insurrection qui ne bénéficie pas d'un soutien extérieur est difficile à maintenir.*

- *Même si elle est relativement limitée, une insurrection menée par un groupe ethnique distinct et clairement identifiable est difficile à neutraliser et il faut longtemps pour en venir à bout.*
- *Les conflits politico-militaires ne peuvent être gagnés qu'avec un leadership incluant à la fois des éléments politiques et militaires.*

La méthodologie peut être complétée par un ou plusieurs des ouvrages de référence cités. Il convient de noter que l'utilisation de plusieurs sources permet d'offrir une solution plus précise, nuancée et mieux documentée.

Abréviations

ACO	Commandement allié Opérations
ASCOPE	Zones, structures, capacités, organisations, population et événements
CIMIC	Coopération civilo-militaire
COIN	Contre-insurrection
COPD	Directive globale pour la planification des opérations
EFP	Charge génératrice de noyau
HUMINT	Renseignement humain
IDAD	Internal Defence and Development
EEI	Engin explosif improvisé
INFOOPS	Opérations d'information (InfoOps)
OI	Organisation internationale
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
ONG	Organisation non gouvernementale
MSR	Itinéraire principal de ravitaillement
PME	Formation militaire professionnelle
PMESII	Politique, Militaire, Économique, Social, Infrastructure, Information
PSYOPS	Opérations psychologiques (PsyOps)
ROE	Règles d'engagement
TTP	Tactiques, techniques et procédures

GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DU PROGRAMME DE COURS SUR LA COIN

	Président du groupe de travail André Rakoto, France Consultant	
	Éditeur Gary Rauchfuss, États-Unis Consultant	
	Auteurs Joseph Babb, États-Unis Maître de conférences Collège interarmées de défense de l'armée de terre des États-Unis http://usacac.army.mil/organizations/cace/cgsc	
	Major Stephan Brenner, Allemagne Chargé de recherche Zentrum für Militärgeschichte und Sozialwissenschaften der Bundeswehr https://www.mgfa-potsdam.de/	
	Dr. Conrad Crane, États-Unis Chief of Historical Services and Support US Army Heritage and Education Center https://ahec.armywarcollege.edu/	

Dr. David Des Roches, États-Unis
Maître de conférences associé
Near East South Asia Center for Security Studies
National Defense University
http://www.nesa-center.org/

Dr. Peter Almos Kiss, Hongrie
État-major général de la défense hongroise
Centre de recherche de défense
http://www.hvktkh.hm.gov.hu/?eng

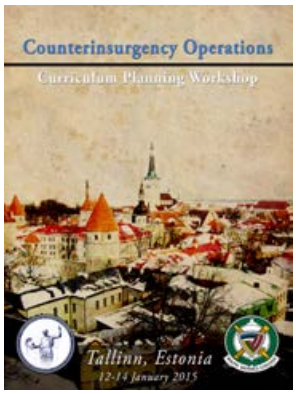
Dr. Augustine Meaher IV, Australie
Maître de conférences associé en stratégie
Air University
http://www.airuniversity.af.mil/

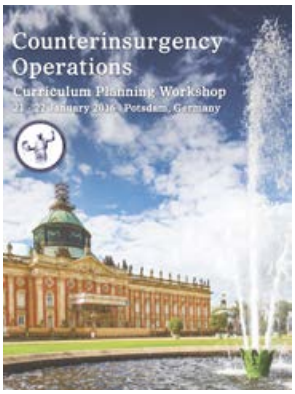
Colonel Jean Perez, France
Chef du Service historique de la Défense
Service historique de la Défense
www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/

Dr. Phillip Wigham
Historien
U.S. Army Center of Military History
www.history.army.mil

Dr. Jim Willbanks
Maître de conférences
Collège interarmées de défense de l'armée de terre des États-Unis
http://usacac.army.mil/organizations/cace/cgsc

	Assistance du Partnership for Peace Consortium Commandant (USAF) Matthew Fahrner, États-Unis Directeur de programme international Partnership for Peace Consortium of Defense Academies and Security Studies Institutes George C. Marshall Center http://www.pfp-consortium.org/	
	Frederic Labarre, Canada Directeur de programme international Partnership for Peace Consortium of Defense Academies and Security Studies Institutes George C. Marshall Center http://www.pfp-consortium.org/	





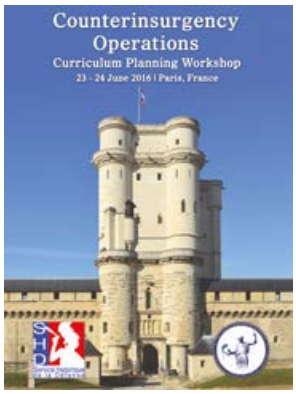


Photo Credits:
US Army Heritage and Education Center
Imperial War Museums
Australian War Memorial
BBC Hulton Picture Library
Bundesarchiv
Wikimedia Commons